



REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE
DE LA PASSATION DES MARCHES CONCLUS PAR
LE GROUPE IV AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**Conseil Sénégalais des Chargeurs
(CO.SE.C)**

**Rapport Final
SEPTEMBRE 2015**

**PRESENTE PAR:
LE GROUPEMENT GMS/SSPM**



Liberté 6 extension, en face Camp Lederc
Imm Moustapha, 2ème étage à gauche
Tel : Bur : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax: 33 867 68 01 - BP. 9048 Dakar Peytavin
E-Mail : gmac@orange.sn



✉ 1109 Liberté 1, Dakar BP 23967 Dakar Ponty
☎ (+221) 33 864 06 66 / (221) 77 630 72 97
E-mail : sspm@sspm.sn

SOMMAIRE

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX	6
1.CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	31
1.1.CONTEXTE DE LA MISSION.....	31
1.2.OBJECTIF DE LA MISSION ET ETENDUE DES TRAVAUX A EFFECTUER	31
2.ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS	32
2.1.LE CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	32
2.2.LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES.....	33
2.2.1.La Cellule de Passation des Marchés (CPM)	33
2.2.2.La Commission des Marchés	34
2.3.LES ORGANES DE CONTROLE ET DE REGULATION.....	34
2.3.1.La Direction centrale des Marchés publics	34
2.3.2.L'Autorité de Régulation des Marchés publics	34
2.4.LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES.....	35
2.5.LES MODES DE PASSATION DES MARCHES.....	35
2.6.MODIFICATIONS APPORTEES PAR LE DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014	36
2.7.ARRETES D'APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014.....	36
3. SYNTHESE DE LA REVUE	39
3.1. CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	39
3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante	39
3.1.2. Commission des marchés	40
3.1.3. Cellule de passation des marchés	41
3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel	41
3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés	41
3.1.5.1. Plan de passation des marchés.....	41
3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés	42
3.1.6. Archivage des dossiers.....	42
3.1.7. Formation en passation des marchés.....	44
3.1.8. Registre de marchés.....	44
3.1.9. Base de données des prestataires	44
3.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES	44
3.2.1. Echantillon	44
3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée	50
3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	52
3.2.3.1 Marchés > Seuil DCMP.....	52
3.2.3.2 Marchés < Seuil DCMP.....	53
3.2.4. Marchés conclus par Demande de Propositions	55
3.2.5. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	56
3.2.6. Avenants.....	58
3.2.7. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP	58
3.3. CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION FINANCIERE	59
3.4. CONSTATS RELATIFS A L'AUDIT PHYSIQUE.....	60
3.4.1. Sélection	60
3.4.2. Travaux effectués.....	62
3.4.3. Résultats	64

4. RECOMMANDATIONS.....	65
4.1. RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF INSTITUTIONNEL.....	65
4.2. RECOMMANDATIONS RELATIVES A LA PASSATION DES MARCHES EXAMINES.....	65
4.3. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'EXECUTION FINANCIERE.....	68
4.4. RECOMMANDATIONS RELATIVES A L'AUDIT PHYSIQUE.....	68
5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	69
6. STATISTIQUES DES ANOMALIES.....	71
6.1. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES APPELS D'OFFRES OUVERT	71
6.2. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE PROPOSITIONS	74
6.3. STATISTIQUES SUR LES ANOMALIES DES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX.....	75
7. ANNEXES	80
7.1. FICHES DE PROJETS.....	81
7.2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE.....	128

SIGLES & ACRONYMES

AAO	Avis d'Appel d'Offres
AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AI	Auditeur Indépendant
AMI	Appel à Manifestation d'Intérêt
ANO	Avis de Non Objection
AO	Appel d'Offres
AOI	Appel d'Offres International
AON	Appel d'Offres National
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	Appel d'Offres Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BC	Bon de Commande
BL	Bordereau de Livraison
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l'Administration
COA	Code des Obligations de l'Administration
COSEC	Conseil Sénégalais des Chargeurs
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DE	Devis (Détail) Estimatif
DMI	Demande à Manifestation d'Intérêt
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MI	Manifestation d'Intérêt
MO	Maître d'Ouvrage
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
OP	Ouverture des plis
PAP	Procès-verbal d'Attribution Provisoire
PI	Prestation Intellectuelle
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès-verbal
PVR	Procès-verbal de Réception
RAPEV	Rapport d'Evaluation
RAO	Rapport d'Analyse des Offres
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
TDR	Termes de Références
TC	Titre de Créance

TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Le présent rapport est relatif à la revue de la conformité des procédures de passation et d'exécution des marchés conclus au titre de l'exercice 2014 par le Conseil Sénégalais des Chargeurs (COSEC), conformément aux exigences des termes de référence de la mission que l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) a bien voulu confier au Groupement GMS/SSPM.

La mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus au cours de la période de référence par les autorités contractantes du Groupe IV, afin de s'assurer que:

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives;
- l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Au terme de cette mission, nous avons établi un certain nombre de constats relatifs au dispositif institutionnel de chaque structure mais aussi à chaque marché ciblé selon un processus d'échantillonnage aléatoire développé dans notre méthodologie.

En ce qui concerne le COSEC, nous vous présentons ci-après la synthèse de nos constats et les recommandations qui en découlent :

Tableau 1 : Récapitulatif des constats et recommandations pour le COSEC

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	COMMENTAIRES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	APPRECIATIONS DU CABINET
A	Dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés			
1	Rapports trimestriels : Le COSEC n'a pas établi les rapports trimestriels à envoyer à la DCMP et à l'ARMP, en violation de l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes. Pour le rapport annuel présenté à l'auditeur, les justificatifs de sa transmission à la DCMP et à l'ARMP ne sont pas fournis.	Transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes. Le CO.SEC doit produire les preuves de la transmission du rapport annuel à la DCMP et à l'ARMP.	Nous en prenons acte et prendrons les dispositions pour y remédier.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

2	Archivage : Le système d'archivage présente des écarts importants par rapport aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. Les manquements au paragraphe 3.6 ci-dessous cités témoignent de la carence du système d'archivage du CO.SEC, entravant ainsi une revue correcte des procédures de passation des marchés de l'autorité contractante par l'auditeur.	Le CO.SEC doit améliorer l'archivage des dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. Les services du CO.SEC doivent mettre à la disposition de la Cellule de Passation des Marchés toute la documentation relative à l'exécution des marchés.	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
B	<u>Passation des marchés examinés</u>			
Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)				
3	La garantie de soumission n'est pas exigée alors que le montant estimatif du marché dépasse 30 000 000 F CFA (36 400 000 F CFA) en violation de l'arrêté n°011583 du 28/12/2007 pris en application de l'article 113 du CMP. <i>(marché n° F1926/14 du 27/10/2014 sur la Fourniture de matériels informatiques (lot 1)) ;</i>	Le CO.SEC doit se conformer aux dispositions de l'arrêté n°011583 du 28/12/2007 pris en application de l'article 113 du CMP sur la constitution de la garantie de soumission.	La garantie de soumission n'a pas été exigée parce que la prévision de la réalisation bien qu'étant chiffrée à 36.000.000 F CFA, elle a été allotie et aucun des lots n'avait atteint le seuil exigeant cette garantie.	L'auditeur prend acte de la réponse de l'Autorité contractante. Toutefois, il tient à signaler que les documents mis à sa disposition ne renseignent pas sur les montants prévisionnels de chaque lot ; en plus, le montant attribué pour le lot 1 est de 33 500 000 F CFA TTC.

4	Le DAO du marché <i>d'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C</i> ne prévoit pas le mode de transport des colons alors que ce critère est déterminant dans l'évaluation et la comparaison des offres des soumissionnaires, en violation de l'article 58 du CMP	Veiller à l'application de l'article 58 du CMP relatif à la constitution du Dossier d'appel à la concurrence.	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
5	Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP (<i>Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU, le marché n° S-0015/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance de la flotte automobile), le marché n° S-0017/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile), les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie</i>	Veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés.	Ce marché n'entre pas dans le champ d'application du code des marchés (cf. lettre DCMP N° 000960/MEF/DCMP/55 du 27 février 2014). La procédure a juste été choisie afin de permettre au COSEC de faire le meilleur choix.	L'auditeur prend acte de la réponse apportée par l'autorité contractante, concernant le marché relatif à la <i>Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU</i> . Par contre, l'observation reste valable pour tous les autres marchés cités.

	<i>de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché sur les Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal) .</i>			
6	Absence de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP. <i>Cette non-conformité est notée pour l'ensemble des marchés passés par appel d'offres ouvert.</i>	Le CO.SE.C doit veiller à l'application de l'article 67.4 du CMP qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignés dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats</i> » ;	Les PV ont été régulièrement transmis aux soumissionnaires (cf. décharges / cahier de transmission).	<p>Les preuves de transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis sont fournies uniquement pour les marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;</i> - <i>Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou ;</i> - <i>Fourniture de matériels informatiques</i> <p>Par conséquent, l'auditeur maintient son observation pour le reste des marchés passés en revue.</p>

7	Délais assez longs entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché, en violation de 70 du CMP. (<i>Marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal</i>).	Veillez à respecter les délais de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché (article 70 du CMP).	Le COSEC va veiller davantage au respect des délais.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
8	L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire au-delà du délai fixé en violation de l'article 83.3 du CMP (<i>marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC</i>).	Le CO.SEC doit veiller à respecter les délais d'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire (article 83.3 du CMP).	Le COSEC va veiller davantage au respect des délais d'information.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
9	L'absence de lettres d'information des candidats sur l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. (<i>marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit</i>	Le CO.SEC. doit informer les candidats sur les résultats de la procédure de passation de marché et bien archiver les lettres d'information.	Nous prenons acte de la recommandation. Le marché relatif à la représentation en Chine et aux Emirats AU n'entre pas dans le champ d'application du Code des Marchés.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

	<i>du COSEC, le marché relatif à la Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU, le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C, les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal).</i>			
10	Le non respect de la chronologie des étapes de la procédure de passation du <i>marché N° S-1196/14 du 21 juillet 2014 relatif à l'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C</i> (publication de l'avis d'appel d'offres avant l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO et notification d'attribution et de non attribution aux candidats avant la publication de l'attributaire provisoire) .	Veillez au respect de la chronologie des étapes de la procédure de passation des marchés ;	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
11	L'absence de publication de l'attribution définitive du marché, en violation de l'article 85 du CMP. (<i>marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14</i>	L'attribution définitive des marchés doit faire l'objet de publication en application des dispositions de l'article 85 du CMP ;	Le COSEC va veiller à la publication de l'attribution définitive des marchés.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

	<p><i>du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC, le marché relatif à la Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU, le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C, les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal).</i></p>			
12	<p>Le procès-verbal de réception n'est pas joint au dossier (<i>marchés relatifs à la Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC, à la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C et aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal</i>).</p>	<p>La réception des travaux, prestations ou fourniture doit être matérialisée par un procès-verbal dûment classé dans les dossiers de classement de la procédure de passation des marchés.</p>	<p>Les travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE complexes frigorifique du programme de la « chaîne froid » de l'Etat du Sénégal sont en cours de réalisation. Le marché a tardé à démarrer en raison des lenteurs suite aux nombreux échanges entre la DCMP et</p>	<p>L'auditeur prend acte des éclaircissements apportés sur la procédure du marché relatif aux <i>Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal</i> et du P.V. de réception fourni pour le marché de</p>

			le COSEC d'une part, Le Ministère de l'Economie, des Finance et du Plan d'autre part pour son approbation et son immatriculation sur la procédure d'immatriculation notamment le lot N°1 dont l'ordre de service de démarrage du lot 1 est signé le 15 juin 2015.	<i>Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC.</i> Par contre, pour le marché de <i>Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SEC</i> , le P.V. de réception n'est pas fourni.
13	La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. <i>(marchés passés par appel d'offres dont cette garantie est requise, à l'exception des marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou).</i>	Le COSEC doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif à la fourniture de la caution de bonne exécution ;	Les copies des garanties de bonne exécution sont fournies.	L'auditeur constate que les garanties de bonne exécution sont bien fournies sauf pour le lot 1 du marché des <i>Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal</i> . Il faut toutefois noté que celle concernant le lot 2 est arrivée à expiration depuis le 08 août 2015. A cet effet, le CO.SEC devra veiller à la prorogation de ladite garantie puisque les travaux

				ne sont pas encore achevés ou au prélèvement sur les acomptes, des retenues correspondant aux taux de la garantie de bonne exécution.
14	Le contrat du titulaire n'est pas joint au dossier transmis à l'auditeur. Cette réserve est notée pour les marchés suivants : <i>la Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU, la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Flotte automobile et Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile), la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C, le Marché n° T 0347/15 (lot 1) et le marché n° T 0348/15 du 19/03/2015 (lot 2) relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal.</i>	Les contrats doivent être bien archivés et mis à la disposition de l'auditeur.	Les copies des contrats sont fournies. Le marché relatif à <i>la Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU, est exclu du code des marchés</i>	Cette réserve est levée pour certains marchés. Par contre pour les marchés suivants, elle reste valable : - <i>La Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Flotte automobile et Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile)</i> - <i>Les Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal.</i>

Marchés conclus par Demande de Propositions (DP)				
15	Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des cabinets sélectionnés.	Le CO.SEC doit veiller à ce que les lettres d'invitation incluent la liste des cabinets sélectionnés pour les consultations de prestation intellectuelle.	Le COSEC prend acte de la recommandation	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
16	La demande de propositions n'est pas jointe au dossier.	Les dossiers de demande de propositions doivent être bien classés dans les documents de la procédure de passation des marchés.	Le COSEC veillera à un meilleur archivage des documents	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
17	Incohérence entre la date de réunion du comité technique d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt (27 novembre 2014) et la date des lettres d'invitation aux candidats (24 novembre 2014).	Le CO.SEC doit veiller à la cohérence des dates pour les différentes étapes de la procédure de passation de marché.		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
18	Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP.	Veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés.	Nous prenons acte de la recommandation	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
19	Il n'y a aucune preuve de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des	Le CO.SEC doit veiller à l'application de l'article 67.4 du CMP qui stipule que	Voir compléments de dossiers, néant nous prenons	Les preuves de transmission des procès-verbaux

	offres techniques et financières aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics.	<i>« dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignés dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats ».</i>	acte de la recommandation	d'ouverture des plis ne concernent pas ce marché. Par conséquent, l'auditeur maintient son observation.
20	Le procès-verbal d'ouverture des offres financières n'est pas joint au dossier ;	Les offres financières doivent être ouvertes en séance publique et le procès-verbal dûment établi, signé par les membres de la commission des marchés et remis aux soumissionnaires.	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
21	Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques ne sont accompagnées d'aucun commentaire pouvant permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats.	Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques doivent être justifiées par le comité technique afin de permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats.		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
22	Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché ne sont pas jointes au dossier.	Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché doivent être classées au dossier.		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.

23	L'avis d'attribution définitive n'est pas publié en violation des articles 85 du CMP.	L'attribution définitive des marchés doit faire l'objet de publication en application des dispositions de l'article 85 du CMP.		E l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
24	Le marché du titulaire n'est joint au dossier.	Les dossiers de l'exécution du marché doivent être bien classés dans les documents de passation de marchés (le marché du titulaire, le rapport d'exécution des prestations et les justificatifs de paiement).		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
25	Le rapport sur l'exécution des prestations n'est joint au dossier.			En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
26	Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.			En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
<u>Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)</u>				
27	Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives en violation des dispositions de l'article 44 du CMP. (<i>Contrat n°00938 du 18 octobre 2014: Fourniture de bureaux, la DRP N° T_DAGRH_027 sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le Contrat n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation</i>	Le CO.SE.C doit se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP en prévoyant dans les dossiers de DRP, la fourniture des pièces administratives.		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.

	<i>d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), le Contrat N° 0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs, le contrat n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE, le contrat relatif à l'Entretien et nettoyage du CO.SE.C, le CONTRAT N°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an, le contrat sur l'achat de livres pour la bibliothèque).</i>			
28	Le Dossier de DRP ne prévoit pas les délais d'exécution du marché (<i>Contrat n°0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs</i>).	Les dossiers de DRP doivent prévoir les délais d'exécution du marché.		En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.
29	L'inscription d'informations sur le dossier de DRP n'ayant pas de rapport avec l'objet de la consultation pour <i>le marché sur l'achat de livres pour la bibliothèque</i> . Au point D des Données	La commission des marchés doit veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés notamment aux inscriptions sur les dossiers d'appel à la concurrence.	Dont acte	En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.

	particuliers, il est indiqué que « les enveloppes devront comporter les autres identifications suivantes : demande de renseignements et de prix pour la fourniture de consommables et l'entretien du parc informatique du Conseil Sénégalais des Chargeurs ». En outre, il est visé des consommables dans les spécifications techniques.			
30	La sélection de candidats non qualifiés, en l'occurrence des cabinets d'architecture et d'expertise immobilière pour l'exécution des marchés de travaux, en violation de l'article 44 du CMP. Il s'agit du <i>marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C.</i>	Les dispositions de l'article 44 du CMP doivent s'appliquer dans toute sa rigueur en ce qui concerne la qualification des candidats sélectionnés pour l'exécution des marchés. Le CO.SE.C doit disposer d'une base de données de prestataires pour chaque type d'activités.	Le marché a dans premier temps été lancé le 11 mars 2014 et a été infructueux. Il a par la suite fait l'objet d'une relance le 05 juin 2014 et les entreprises sollicitées étaient les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Générale de Travaux et de Service (GTS) ; • Moderne Construction Sénégal ; • Entreprise BTF ; • Gedipres ; • MAFA Construction. 	Le CO.SE.C a certes corrigé l'anomalie qui a fait que la première procédure ait été déclarée infructueuse mais devra éviter de consulter des candidats qui n'ont pas de qualification sur les prestations ou travaux auxquels ils sont sollicités.
31	Le COSEC ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission,	Le COSEC doit se conformer à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission.	Dans les lettres de soumission ainsi que dans le cahier des charges, le COSEC a toujours inscrit la liste des entreprises	L'auditeur prend acte du commentaire fait pour ce dossier mais souligne tout de même que cette disposition n'a pas été

	pour le marché n°00449 du 15 mai 2014 : Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics.		sélectionnées pour les DRP.	respectée pour le marché en cause.
32	La non transmission de lettre d'invitation à un candidat qui figure sur la liste restreinte de candidats à consulter. Il s'agit du marché n° 00606 du 22/07/2014 sur le choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE.	Les lettres d'invitation doivent être transmises à tous les candidats figurant sur la liste restreinte de candidats à consulter.	Les lettres de transmission sont toujours à la même date aux différentes entreprises sélectionnées, néanmoins nous prenons acte de la recommandation.	Il s'agit d'une lettre d'invitation qui n'a pas été remise à un candidat figurant sur la liste restreinte, en l'occurrence EQUIP PLUS. L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
33	La non tenue de la séance d'ouverture des plis à la date fixée dans le dossier de DRP. (marché n°00938 du 18 octobre 2014 relatif à la fourniture de bureaux, le marché n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE et le marché n°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an).	La commission des marchés du CO.SEC doit veiller à tenir les séances d'ouverture des plis aux dates fixées dans les dossiers de DRP.	Nous prenons acte de la recommandation	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

34	Les convocations aux séances d'ouverture des plis et/ou d'attribution ne sont pas matérialisées dans le dossier remis à l'auditeur, en violation de l'article 39 du CMP. Les marchés concernés sont <i>le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux, le marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le marché n°00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 relatifs aux Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C, le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C).</i>	Le COSEC doit veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés.	Les convocations ont toujours été envoyées dans les délais impartis par le code des marchés publics cependant, nous prenons acte de la recommandation surtout au niveau de l'archivage des documents	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
35	Des informations portées sur le procès-verbal d'ouverture des plis contraires à la réalité de la procédure. En effet, pour le marché sur les <i>Travaux d'aménagement du bureau B.S.C.</i> , il est mentionné que seuls deux soumissionnaires ont déposé une offre alors que quatre (04) offres ouvertes sont archivées dans le dossier	La cellule de passation des marchés doit veiller à ce que les informations portées dans le procès-verbal d'ouverture des plis traduisent la réalité de la procédure de passation.	Nous prenons acte de la recommandation	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

	(les offres de CEI et de CADIX ENTREPRISE).			
36	Il est noté une incohérence entre les informations fournies dans le rapport d'évaluation et les documents archivés dans le dossier de passation du marché n°00449 du 15 mai 2014 relatif à la <i>Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics</i> . En effet, au point 3, il est mentionné qu'une seule offre technique a été reçue, en l'occurrence l'offre de B.E.M.F. alors que deux autres offres sont reçues par la commission des marchés et archivées. Ces deux offres n'ont pas fait l'objet d'évaluation par le comité technique.	Toutes les offres reçues et ouvertes par la commission des marchés doivent faire l'objet d'évaluation en toute équité et transparence.	Il a bien été reçu, ouvert et étudiés trois (03) plis (cf. PV ouverture, rapport d'évaluation, PV attribution).	L'auditeur maintient son observation. Trois (03) offres ont été reçues et ouvertes par la commission des marchés (FLOW CONSULTING, CABINET B.E.F.M et FREE BIZ) mais il est bien noté que seule l'offre de B.E.F.M a été évaluée par le comité technique et le marché lui est attribué.
37	La déclaration de la demande de renseignements et de prix infructueuse par la commission des marchés à la séance d'ouverture des plis du marché relatif aux <i>Travaux d'aménagement du bureau B.S.C.</i>	A l'ouverture des plis, la commission des marchés doit se limiter à la lecture des informations contenues dans les offres des soumissionnaires et non à la déclaration d'infructuosité d'une procédure qui n'a pas fait l'objet d'évaluation par un comité technique.	Nous prenons acte de la recommandation	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

38	L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire est faite au-delà du délai requis en violation de l'article 84.3 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics. Cette non-conformité concerne <i>le marché n°01070 du 30 décembre 2014 sur le Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.</i>	Le CO.SE.C doit procéder à l'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire dans les délais requis au regard de l'article 84.3 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés public.	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
39	Le motif évoqué pour la non attribution de marché contraire à celui ayant conduit à l'élimination du candidat pour <i>le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C).</i> Pour le candidat ABX MEDIA, ce n'est pas parce qu'il n'est pas classé premier à l'issue de la procédure mais plutôt parce qu'il n'a pas atteint la note technique minimale.	La cellule de passation des marchés doit veiller à informer les soumissionnaires du motif réel de non attribution de marché.	Nous prenons acte de la recommandation.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

40	Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78 du CMP. Cette anomalie est valable pour tous les marchés passés par DRP.	Le CO.SEC doit veiller à l'application des dispositions de l'article 78 du CMP relatives à la publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics.	Nous en prenons acte. Cela est surtout dû au fait qu'il faut utiliser le SYGMAP de bout en bout.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
41	L'absence de preuves de transmission des lettres d'information aux soumissionnaires sur l'attribution provisoire. Cette anomalie est notée pour <i>le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux.</i>	Le CO.SEC doit transmettre les lettres d'information aux soumissionnaires sur l'attribution provisoire.	Les convocations ont toujours été envoyées dans les délais impartis par le code des marchés publics cependant, nous prenons acte de la recommandation surtout au niveau de l'archivage des documents.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.
42	Le marché ne prévoit pas d'article sur les délais d'exécution des travaux pour <i>le marché n° 00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 sur les Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SEC et le marché sur l'Entretien et le nettoyage du CO.SEC.</i>	Les marchés doivent prévoir l'article sur les délais d'exécution des travaux, fournitures ou prestations.	Nous en prenons acte.	L'auditeur prend acte du commentaire fait par l'autorité contractante.

C	<u>Exécution financière</u>			
43	<p><i>Pour les marchés passés par Appel d'offres</i></p> <p>Les justificatifs de paiements n'ont pas été mis à la disposition de l'auditeur pour les marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Marché n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;</i> - <i>Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SEC.</i> <p>La garantie de bonne exécution n'a pas été produite pour les marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;</i> - <i>Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SEC. ;</i> 	<p>Le CO.SEC doit bien classer les justificatifs de paiements sur les marchés et les mettre à la disposition de l'auditeur.</p> <p>Pour les marchés dont elle est requise, la garantie de bonne exécution doit être fournie conformément aux dispositions de l'article 115 du CMP.</p>	<p>Les convocations ont toujours été envoyées dans les délais impartis par le code des marchés publics cependant, nous prenons acte de la recommandation surtout au niveau de l'archivage des documents</p>	<p>En l'absence de commentaire sur l'objet du constat, l'auditeur maintient son observation.</p> <p>L'auditeur prend acte des garanties de bonne exécution fournies mais maintient sa réserve pour les marchés suivants :</p> <p>- <i>Fourniture de matériels informatiques et le</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ; - Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C. 		<p>Caution de bonne exécution N°2528210A000164 De ASKIA</p>	<p>déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC (lot 1) ;</p> <p>- Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C.</p>
44	<p>Pour le marché de Prestation intellectuelle passé par Demande de Propositions</p> <p>Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.</p>	<p>Le CO.SE.C doit bien classer les justificatifs de paiements sur les marchés et les mettre à la disposition de l'auditeur.</p>		<p>En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.</p>
45	<p>Pour les marchés de Demandes de Renseignements et de Prix</p> <p>Les délais d'exécution ne sont pas précisés dans le marché, afin de vérifier si les travaux et prestations ont été réalisés sans retard. Il s'agit des marchés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - n° 00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 sur les Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du 	<p>Les délais d'exécution contractuels doivent être prévus dans le marché du titulaire.</p>		<p>En l'absence de commentaire sur le constat, l'auditeur maintient son observation.</p>

	<p><i>hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C,</i></p> <p>- <i>Entretien et nettoyage du CO.SE.C.</i></p> <p>Pour le marché n° 00338 du 10/04/2014 relatif à la Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), les prestations ont été exécutées au-delà du délai contractuel sans application des pénalités de retard.</p>	Le CO.SE.C doit appliquer les pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations.		
D	<u>Audit Physique</u>			
46	<p>Non mise à la disposition de l'auditeur du matériel ou des rapports permettant de constater la matérialité de la dépense. Cette réserve est notée pour les marchés suivants :</p> <p>- <i>Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C,</i></p>	A la demande de l'auditeur, le CO.SE.C doit mettre à disposition, toutes les fournitures ou tous les rapports sur les marchés qui ont fait l'objet de sélection pour vérification de la matérialité de la dépense dans le cadre de l'audit physique.		Cette réserve a été levée uniquement pour le marché sur le <i>Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des</i>

	<ul style="list-style-type: none"> - Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), - Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE. 		Cf. rapports joints	<i>complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE.</i>
47	<p>Non mise à la disposition de l'auditeur du marché et du procès-verbal de réception des travaux ou prestations permettant de statuer sur les délais contractuels du marché et les retards éventuels dans l'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture 	Les procès-verbaux de réception doivent être disponibles afin de porter un avis sur le respect des délais contractuels d'exécution des marchés.		<p>L'auditeur prend acte des compléments de dossiers apportés par l'autorité contractante. Cependant, il maintient son observation pour le point suivant :</p> <p>Le procès-verbal de réception des travaux ou fournitures n'est pas fourni pour les marchés suivants :</p>

	<i>de bureaux du CO.SE.C,</i> - <i>Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE,</i> - <i>Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs,</i> - <i>Achat de livres pour la bibliothèque.</i>			- <i>Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C,</i> - <i>Achat de livres pour la bibliothèque.</i>
--	--	--	--	---

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1. Contexte de la mission

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP). La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2014 par les autorités contractantes du Groupe IV.

1.2. Objectif de la mission et étendue des travaux à effectuer

La mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes du Groupe IV, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés.

Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

2. ENVIRONNEMENT DES MARCHÉS PUBLICS

2.1. Le cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive N°4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive N°5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique N°2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances ;
- Loi N°2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi N°65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi N°2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi N°90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi N°96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi N°2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret N°2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret N°81-844 du 20 Août 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'État, aux Collectivités locales et aux Établissements publics ;
- Décret N°2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Éthique en matière de marchés publics
- Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des marchés publics, modifié par le décret N°2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011 ;
- Décret N°2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret N°2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Décret N°2011- 1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement sur la Comptabilité

publique ;

- Arrêté N°11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté N°11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté N°11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté N°11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté N°11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Éthique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté N°11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision N°0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

2.2. Les organes chargés de la passation des marchés

La passation des marchés publics relève d'un processus d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi, le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il prévu au niveau de chaque AC, la mise en place d'une Cellule de Passation des Marchés et d'une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

2.2.1. La Cellule de Passation des Marchés (CPM)

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés. Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté n°11586/MEF du 28 Décembre 2007. Elles portent en particulier sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'établissement, en début d'année du Plan de Passation des Marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

2.2.2. La Commission des Marchés

L'arrêté n°11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des commissions des marchés, et fixe le nombre de leurs membres. La commission des marchés est chargée notamment:

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ; -de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante. Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

2.3. Les organes de contrôle et de régulation

Le décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation et les répartit entre deux entités qui constituent les piliers du système.

2.3.1. La Direction centrale des Marchés publics (DCMP)

Le contrôle à priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés. La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Économie et des Finances, est créé par le Décret N°2007-545 du 25 Avril 2007.

2.3.2. L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret N°2007-546 du 25 avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;

- la Direction générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

2.4. Les seuils de passation des marchés

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'État, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

- **État, Collectivités Locales, Établissements Publics**
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.
- **Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres**
 - 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
 - 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

2.5. Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification ;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

2.6. Modifications apportées par le Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics

Depuis le début de la réforme du système national de passation et de gestion des marchés publics, la réglementation y relative a connu des améliorations successives, qui avaient abouti à l'adoption du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. La mise en application dudit code a permis d'enregistrer des avancées notables qui ont propulsé le dispositif au niveau des standards internationaux, tant du point de vue de la transparence, de l'économie et de la rationalisation de l'utilisation du budget de l'Etat, ainsi que de la participation du secteur privé national aux appels d'offres, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Nonobstant ces acquis, il a été constaté, de façon récurrente, des difficultés pour les autorités contractantes de mener à bien leurs procédures de passation de marchés, et partant, d'absorber les crédits mis à leur disposition, en raison notamment de la lourdeur desdites procédures.

Face à ce constat, et dans un souci d'efficacité des procédures de passation des marchés publics, il a été jugé nécessaire d'abroger le décret n°2011- 1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics et de le remplacer par un autre.

Le décret N° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des marchés Publics met l'accent sur la réduction des délais, l'allègement des procédures et la responsabilisation des autorités contractantes à travers, notamment, le relèvement des seuils d'application des procédures du code des marchés publics avec toujours comme principes directeurs le libre accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et l'économie.

2.7. Arrêtés d'application du Décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics

L'application de certaines dispositions du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés publics, avait nécessité la prise d'arrêtés relatifs à:

- l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- la détermination du nombre et des conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes ;
- l'établissement des commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar ;
- l'établissement du modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- la détermination des seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- la détermination des seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

L'adoption d'un nouveau Code des Marchés publics, à travers le décret n°2014-1212 du 22 septembre 2014, a rendu nécessaire la mise à jour de ces textes d'application, d'autant plus que des changements sont intervenus, pour certains, sur le numéro des articles du Code auxquels ils faisaient référence.

Aussi, corolairement au relèvement des seuils de passation, il est procédé à un rehaussement des seuils d'exigibilité des garanties de soumission et de bonne exécution, pour favoriser l'accès des petites et moyennes entreprises (PME) à la commande publique. Ainsi, en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics, les seuils en dessous desquels il n'est pas requis la garantie de soumission passent :

- de 30 millions FCFA TTC à 80 millions FCFA TTC pour les marchés de fournitures et de services ;
- de 60 millions FCFA TTC à 100 millions FCFA TTC pour les marchés de travaux.

Concernant la garantie de bonne exécution, dorénavant en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics, elle n'est obligatoire que :

- pour les marchés de fournitures et de services dont le montant est égal ou supérieur à 70 millions FCFA TTC, contre initialement 25 millions FCFA TTC, et ;
- pour les marchés de travaux et de prestations intellectuelles dont le montant est égal ou supérieur à 100 millions FCFA TTC, contre initialement 35 millions FCFA TTC.

Par ailleurs, à la faveur de la réforme introduite par l'Acte 3 de la décentralisation, prise en compte par le nouveau Code des Marchés Publics, l'arrêté d'application de l'article 36, alinéa 7 relatif aux commissions des marchés dans les régions autres que Dakar, prévoit, en plus des commissions régionales, les commissions départementales.

Egalement, compte tenu de ladite réforme, l'arrêté d'application de l'article 79 du Code des Marchés concernant les procédures simplifiées applicables aux marchés des petites collectivités locales, ne fait plus référence aux communautés rurales qui n'entrent plus dans la catégorie des collectivités locales.

Enfin, pour la mise en œuvre de l'article 141 du Code des Marchés Publics, les modalités du contrôle exercé par les cellules de passation sur les marchés échappant à la revue de la Direction centrale des marchés publics, sont décrites dans l'arrêté portant organisation et fonctionnement des cellules de passation, lequel dorénavant portera application des articles 35 et 141 du Code des Marchés Publics.

LISTE DES ARRETES PRIS EN APPLICATION DU DECRET N° 2014-1212 DU 22 SEPTEMBRE 2014 PORTANT CODE DES MARCHES PUBLICS

- Arrêté N° 00866 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 115 du Code des Marchés Publics fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté N°00864 du 22 janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes, pris en application de l'article 36-1 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00863 du 22 janvier 2015 pris en application de l'article 79 du Code des Marchés Publics, relatif aux procédures applicables aux marchés passés par certaines communes ;
- Arrêté N° 00862 du 22 janvier 2015 relatif aux commissions régionales et départementales des marchés publics dans les régions autres que Dakar, pris en application de l'article 36, alinéa 7 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00861 du 22 janvier 2015 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics, pris en application de l'article 44-f du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00860 du 22 janvier 2015 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission, pris en application de l'article 114 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N° 00106 du 07 janvier 2015 relatif aux modalités de mise en œuvre des procédures de demande de renseignements et de prix en application de l'article 78 du Code des Marchés Publics ;
- Arrêté N°00106 du 07 janvier 2015 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de marché, pris en application de l'article 141 du Code des Marchés Publics.

3. SYNTHÈSE DE LA REVUE

3.1. Constats relatifs au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

3.1.1. Présentation de l'Autorité Contractante

Le Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), établissement public à caractère professionnel, a pour mission de définir une politique de promotion et de protection des intérêts des importateurs et exportateurs du Sénégal, au regard des problèmes de transport en mer.

Depuis sa création par la loi N°75.51 du 03 avril 1975, d'importantes modifications institutionnelles ont été apportées aux textes régissant le CO.SE.C. L'une des modifications les plus importantes a été apportée par le décret n° 94.606 du 09 juin 1994 qui donne aux chargeurs privés une responsabilité très importante dans :

- la définition des programmes d'actions du CO.SE.C et le suivi de son application ;
- la détermination des moyens (financiers et humains) pour les réaliser.

Cette réforme qui s'est traduite par une présence majoritaire des privés dans le Conseil d'administration et l'Assemblée Générale, a voulu épouser les contours de l'évolution qui a marqué le secteur maritime au cours de la décennie qui vient de s'achever.

Ce décret transfère en effet au Conseil d'Administration, mes pouvoirs de supervision de l'utilisation des ressources financières du CO.SE.C qui proviennent essentiellement :

- du prélèvement sur la valeur en douane des marchandises importées par voie maritime ;
- des cotisations annuelles des chargeurs ;
- des recettes du bordereau électronique de suivi des cargaisons ;
- des revenus provenant de ses immobilisations (entrepôts, immeuble de rapport, gare maritime de Ziguinchor, placement en DAT, etc.).

En application des dispositions de ce décret, les organes de l'institution sont ainsi constitués :

- Assemblée Générale (46 membres dont 41 membres représentants du secteur privé et 5 de l'Etat) ;
- Conseil d'Administration (12 membres) dont 9 du privé et 3 de l'Etat ;
- Direction Générale : Le Directeur Général est nommé par décret, sur proposition du Conseil d'Administration, après avis du Ministre chargé de la tutelle technique.



Photo 1 : Vue du siège du Conseil Sénégalais des Chargeurs

3.1.2. Commission des marchés

Le COSEC a institué en son sein une Commission des Marchés, par Note de service N° 0019/COSEC en date du 10 Janvier 2014. Les membres de la Commission des Marchés ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique qui ont été transmises à la DCMP par lettre n° 00020/COSEC du 17 janvier 2014 et à l’ARMP par lettre n° 00021/COSEC du 17 janvier 2014.

Les membres de la Commission des Marchés sont au nombre de onze (11), dont six (06) titulaires et cinq (05) suppléants. La présidence de la commission des marchés est assurée par le Chef de Département Observatoire national des Transports maritimes.

Les membres sont les suivants :

Membres titulaires :

- Monsieur Papa Anthioumane DIAGNE, Chef de Département Observatoire national des Transports maritimes, Président ;
- Monsieur Ibrahima CAMARA, Agent d’Exploitation, membre ;
- Madame Fatou SECK, Chef du Département Gestion du Budget, membre ;
- Madame Banel SECK, Responsable des Approvisionnements, membre ;
- Monsieur Doudou NDIAYE, Représentant du Contrôle Financier, membre ;
- Monsieur Haby DIACK, Représentant du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, chargé de la tutelle technique, membre.

Membres suppléants :

- Monsieur Malang CISSE, Représentant de la Couverture médicale, Président suppléant ;
- Monsieur Abdourahmane CILLA, Adjoint au Chef de la Cellule Informatique, suppléant ;

- Madame Ndèye Yacine GUEYE, Cadre à la DAGRH, chargée du volet social du BSC, suppléant ;
- Monsieur Naïssé DJIGO, en service à l'Observatoire national des Transports maritimes, suppléant ;
- Monsieur Dame SARR, Représentant du Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes, chargé de la tutelle technique, suppléant.

3.1.3. Cellule de passation des marchés

Le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés, Monsieur Cheikh WADJI a été nommé par Note de service n°00586/COSEC du 08 octobre 2013. Monsieur Luc SAGNA, est nommé par Note de service n°00583/COSEC du 08 octobre 2013, rapporteur de la commission des marchés.

Les membres de la Cellule de Passation des Marchés ont signé les attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique qui ont été transmises respectivement à la DCMP et à l’ARMP par lettre n° 00020/COSEC et n° 00021/COSEC du 17 janvier 2014.

3.1.4. Production des rapports trimestriels et du rapport annuel

Le rapport annuel sur la passation des marchés publics pour la gestion 2014 a été mis à la disposition de l’auditeur.

➤ Constat

Le COSEC n’a pas établi les rapports trimestriels à envoyer à la DCMP et à l’ARMP, en violation de l’arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l’article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes. Pour le rapport annuel présenté à l’auditeur, les justificatifs de sa transmission à la DCMP et à l’ARMP ne sont pas fournis.

3.1.5. Documents de programmation de la préparation des marchés

3.1.5.1. Plan de passation des marchés

Le COSEC s’est conformée à l’arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l’article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes, et à l’article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

➤ Constat

Les justificatifs de la transmission du Plan de Passation des Marchés à la DCMP et à l’ARMP ne sont pas mis à la disposition de l’auditeur.

3.1.5.2. Avis Général de Passation des Marchés

Conformément à l'article 6 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics, l'avis général de passation des marchés a été publié dans le journal « Le Soleil » N°13104 du 30 janvier 2014.

➤ Constat

Les justificatifs de la transmission de l'Avis Général de Passation des Marchés à l'ARMP et à la DCMF ne sont pas mis à la disposition de l'auditeur.

3.1.6. Archivage des dossiers

L'archivage des dossiers de passation des marchés présente des insuffisances notoires en termes d'exhaustivité des documents pour la quasi totalité des marchés. Aucun dossier des marchés passés en revue et présenté à l'auditeur n'est au complet.

➤ Constat

Le système d'archivage présente des écarts importants par rapport aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. Les manquements ci-dessous cités (absence des pièces dans les dossiers) témoignent de la carence du système d'archivage du CO.SE.C, entravant ainsi une revue correcte des procédures de passation des marchés de l'autorité contractante. En effet, après complément des dossiers suite à la réception du rapport provisoire par l'autorité contractante, les observations suivantes demeurent :

Pour les marchés passés par Appel d'offres ouvert

Marché pour la Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC

- Les justificatifs de paiements.

Marché relatif à la Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU

- Le dossier d'appel d'offres,
- les offres des soumissionnaires.

Marché N° S-0015/14 du 06 janvier 2014 : Couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C. (Assurance Flotte automobile)

- A part l'avenant n°1 de reconduction du marché, aucune autre pièce relative à la procédure de passation du marché n'est jointe au dossier.

Marché N° S-0017/14 du 06 janvier 2014: Couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C. (Assurance Globales dommage et responsabilité civile)

- A part l'avenant n°1 de reconduction du marché, aucune autre pièce relative à la procédure de passation du marché n'est jointe au dossier.

Marché de Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C

- le procès-verbal de réception,
- les justificatifs de paiement.

Marchés n° T 0347/15 du 23/03/2015, Marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 : Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou

- le dossier d'appel d'offres.

Marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal

- Le dossier transmis à l'auditeur ne comporte que la convocation de la commission des marchés à la séance d'ouverture des plis, les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'attribution provisoire des marchés et la garantie de bonne exécution.

Pour le marché passé par Demande de Propositions

Contrat relatif à l'Etude de faisabilité pour la mise en place d'une bourse de fret au Sénégal, au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)

- Aucun marché n'est joint au dossier,
- Aucun rapport sur l'exécution des prestations n'est joint au dossier,
- Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.

Pour les marchés passés par Demande de Renseignements et de Prix

Contrat N° 00896 T_DAGR_027 du 29/10/2014 : Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C

- le dossier de la DRP,
- le rapport d'évaluation des offres.

Contrat N° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)

- Les offres ne sont pas archivées,
- Les rapports de la mission ne sont pas mis à la disposition de l'auditeur.

Contrat N° 09/2013/C : Sélection de maître d'œuvre pour la construction de sièges de chambres de commerce de Kédougou, Sédhiou et Kaffrine

- A l'exception des procès-verbaux d'ouverture des plis, d'attribution et des pièces justificatives des paiements, aucune autre pièce n'est jointe au dossier.

Contrat n° 00606 du 22/07/2014 sur le choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE ;

- Le marché du titulaire n'est pas joint au dossier remis à l'auditeur.

Contrat N° 00719 du 02 juillet 2014 : Entretien et nettoyage du CO.SE.C

- Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint au dossier.

Contrat N°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an

- Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint au dossier,
- Les justificatifs de la réception des fournitures ne sont pas joints au dossier.

Marché n°01070 du 30 décembre 2014 sur le Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.

- Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint au dossier.

3.1.7. Formation en passation des marchés

Dans le cadre du renforcement des capacités des membres de la cellule de passation des marchés, le Coordonnateur de la Cellule de Passation des Marchés a suivi la formation du master professionnel en gestion de projets et passation des marchés publics organisé par l'Ecole Supérieure des Travaux publics (SUPTP).

➤ Constat

Les membres de la Cellule de passation des marchés doivent subir des formations en procédure de passation des marchés afin de renforcer leur capacité en la matière.

3.1.8. Registre de marchés

Le COSEC dispose de registre des marchés en application des dispositions de l'article 67-3 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.

3.1.9. Base de données des prestataires

Le COSEC ne dispose pas d'une base de données des prestataires contrairement aux recommandations contenues dans la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009.

➤ Constat

Les dispositions de la circulaire n°0004/PM/CAP/CP du 31 mars 2009 ne sont pas respectées en ce qui concerne l'établissement d'une liste des candidats présélectionnés. Il est stipulé dans cette circulaire que : « Les modalités de publicité pour la présélection des candidats est libres. Toutefois, la liste des candidats présélectionnés peut être établie à partir d'un fichier de prestataires constitué par l'Autorité contractante au terme d'un appel à manifestation d'intérêt initié en début de gestion, et mis en périodiquement en fonction des nécessités de service ».

3.2. Constats spécifiques aux marchés examinés

3.2.1. Echantillon

Dans le cadre de nos travaux d'audit, nous avons reçu la liste des marchés passés par le COSEC. Sur la base de redressements effectués, l'équipe a travaillé sur un échantillon constitué de huit (08) Appels d'Offres Ouverts (AAO), une (01) demande de propositions et douze (12) Demandes de Renseignements et de Prix (DRP), tous conclus par le COSEC au

titre de l'exercice 2014 pour un montant cumulé d'un milliard deux cent quatre vingt dix sept millions neuf cent quatre vingt et un mille huit cent quatre vingt neuf (1 297 981 889) Francs CFATTC. Par conséquent, notre taux de couverture est de 98,3%.

Le tableau récapitulatif ci-après donne le volume et la valeur des marchés passés par le COSEC et des marchés couverts :

Tableau 2 : Récapitulatif des marchés passés par le COSEC et des marchés couverts

Mode de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2013		Typologie des marchés passés au titre de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres ouvert (AOO)	08	1 130 619 518	08	1 130 619 518	100%	100%
Demande de Propositions (DP)	01	15 546 500	01	15 546 500	100%	100%
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	19	174 145 238	12	151 815 871	63,1%	87%
TOTAL	28	1 320 311 256	21	1 297 981 889	75%	98,3%

Les diagrammes ci-dessous montrent la composition de l'échantillon en nombre et en montant :

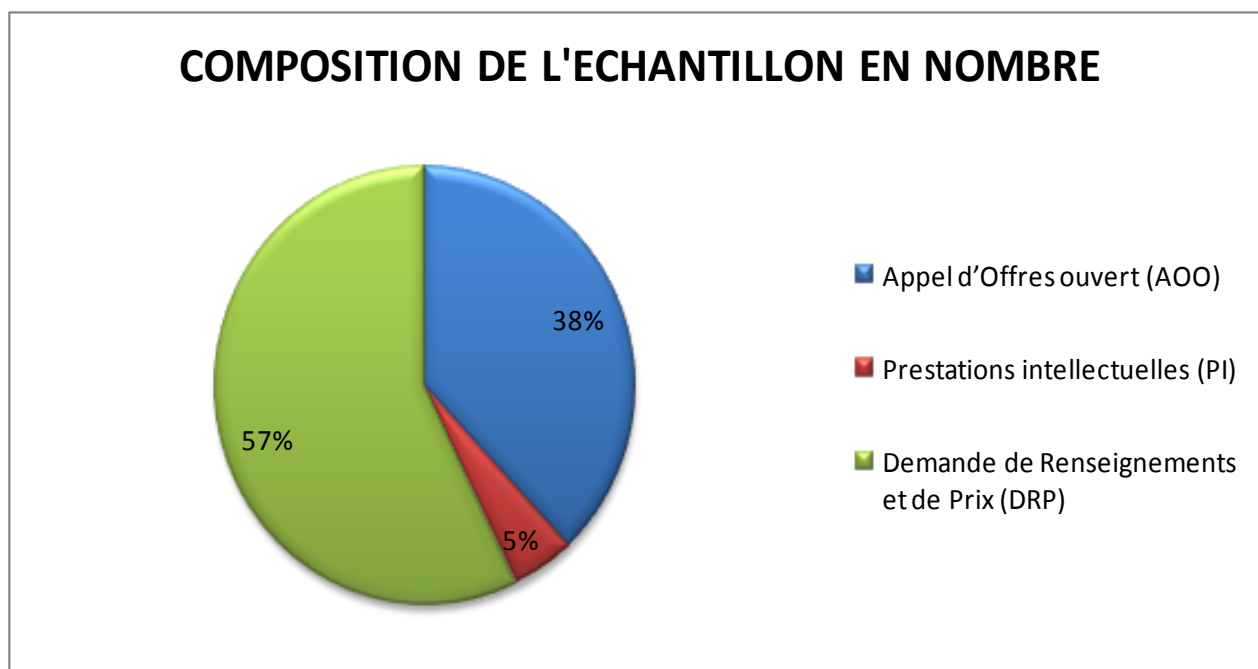


Figure 1 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en nombre

COMPOSITION DE L'ECHANTILLON EN MONTANT

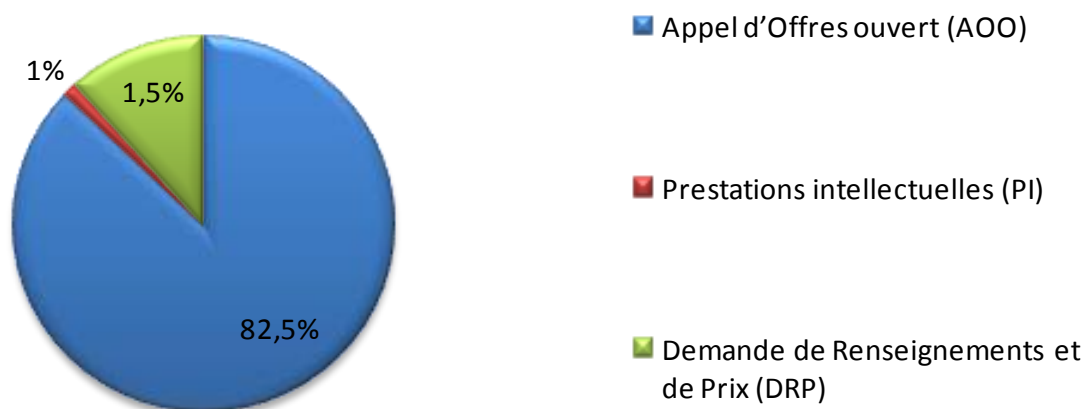


Figure 2 : Diagramme représentatif de la composition de l'échantillon en montant

La liste des marchés constituant l'échantillon est la suivante :

Tableau 3 : Liste des marchés couverts (Pour les Appels d'Offres Ouverts)

N ^o	Objet du Marché	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC	Fournitures	33 500 000	ECOREL
		Fournitures	3 330 585	NEUROTECH
2	Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C	Fournitures	50 632 000	CFAO MOTORS
3	Construction de sièges des chambres de commerce et d'Agriculture de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou	Travaux	129 799 895	GTS
			118 204 265	SEBATCO
			133 089 328	SEBATCO

N ^o	Objet du Marché	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
4	Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal	Travaux	317 644200	ERTHEG
			262 620800	
5	Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C	Services	39 345035	REVINA TOURS
6	Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU	Services	20 000 000	INTERNATIONAL SUPER SOURCE TRADING COMPANY (5 S)
			10 000 000	TRANS FRET
7	Couverture des risques AUTO	Services	8 527641	ASKIA
8	Couverture des risques GLOBALE DOMMAGE	Services	3 985769	NSIA
TOTAL APPEL D'OFFRES			1 130 619 518	

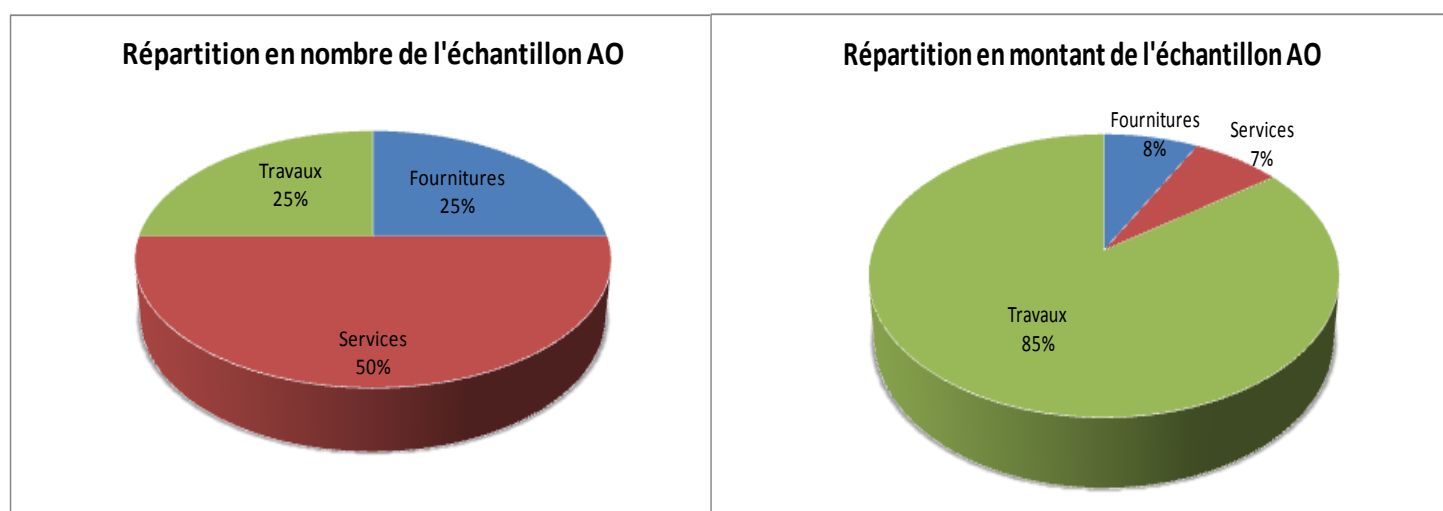
Figure 3 : Répartition de l'échantillon Appel d'offres


Tableau 4 : Liste des marchés couverts (Pour les Demandes de Propositions)

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Etude de faisabilité pour la mise en place d'une bourse de fret au Sénégal, au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)	AMI	Prestations intellectuelles	15 546 500	NUMHERIT-MSA International
TOTAL DEMANDE DE PROPOSITIONS				15 546 500	

Tableau 5 : Liste des marchés couverts (Pour les Demandes de Renseignements et de Prix)

N°	Objet du Marché	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
1	Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an	Fournitures	10 195200	DABAAX COUTURE
2	Achat de livres pour la bibliothèque	Fournitures	8 169100	LIBRAIRIE HARMATTAN
3	Fourniture de bureau	Fournitures	7 453937	MASTER OFFICE
4	Travaux d'aménagement du Bureau BSC	Travaux	—	Procédure déclarée infructueuse
5	Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C	Travaux	15 413313	GTS
6	Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)	Services	9 440000	PROFIL
7	Sélection de maître d'œuvre pour la construction de sièges de chambres de commerce de Kédougou, Sédhiou et Kaffrine	Services	23 500 000	GEAI

N°	Objet du Marché	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaires
8	Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs	Services	17 472 321	SED
9	Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics	Services	23 600 000	Cabinet BEMF for Africa
10	Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE	Services	12 500 000	SUD SERVICES CONSULTING
11	Entretien et nettoyage du CO.SE.C	Services	9 912 000	NICKEL
12	Gardiennage et surveillance du CO.SE.C	Services	14 160 000	SCORPION
TOTAL DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX			151 815 871	

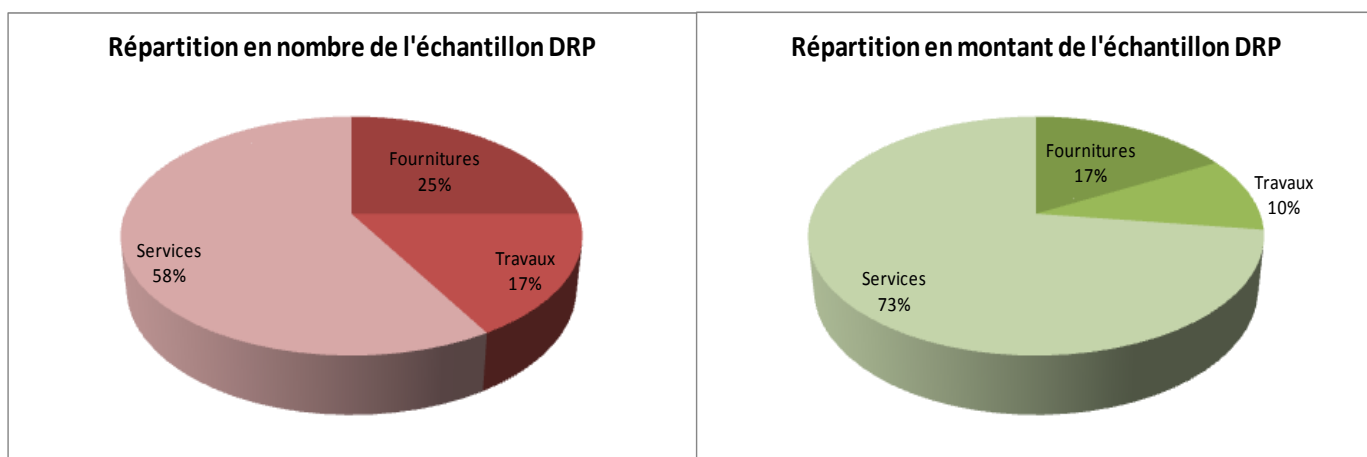
Figure 4 : Répartition de l'échantillon DRP


Tableau 6 : Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2014

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2013	
	Nombre	Montant (F CFA)
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	8	1 130 619 518
Appel d'Offres Restreint (AOR)	–	–
Prestation Intellectuelle (PI)	1	15 546 500
Demande de Renseignements et de Prix(DRP)	12	151 815 871
Entente Directe (ED)	–	–
TOTAL	21	1 297 981 889

3.2.2. Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à le COSEC sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 7 : Seuils de passation des marchés applicables à le COSEC

Pour les marchés passés sous l'empire du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil d'examen juridique et technique
Fournitures	15 000 000	150 000 000	40 000 000	400 000 000
Travaux	25 000 000	400 000 000	100 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	25 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000
Services	15 000 000	150 000 000	40 000 000	350 000 000

Les marchés concernés sont :

Pour les appels d'offres :

- *Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;*
- *Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;*

- *Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU ;*
- *Assurance globale dommage ;*
- *Assurance flotte automobile.*

Pour les Demandes de Renseignements et de Prix :

- *Fourniture de bureau ;*
- *Travaux d'aménagement du Bureau BSC ;*
- *Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C ;*
- *Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C) ;*
- *Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs ;*
- *Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics ;*
- *Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE ;*
- *Entretien nettoyage COSEC ;*
- *Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.*

Pour les marchés passés sous l'empire du décret n° 2014-1212 du 22septembre 2014

Type de Marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAO/PAP	Seuil d'examen juridique et technique
Fournitures	50 000 000	200 000 000	200 000 000	400 000 000
Travaux	70 000 000	300 000 000	300 000 000	800 000 000
Prestations Intellectuelles	50 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000
Services	50 000 000	150 000 000	150 000 000	350 000 000

Les marchés concernés sont :

Pour les appels d'offres :

- *Construction de sièges des chambres de commerce et d'Agriculture de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou ;*
- *Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;*

- *Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal.*

Pour les Demandes de Renseignements et de Prix :

- *Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an ;*
- *Achat de livres pour la bibliothèque ;*
- *Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.*

3.2.3. Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

Les marchés passés par appel d'offres passés en revue sont au nombre de huit (08) pour un montant d'un milliard cent trente millions six cent dix neuf mille cinq cent dix huit (1 130 619 518) Francs CFA.

3.2.3.1 Marchés > Seuil DCMP

Pour la gestion 2014, les marchés passés dont le montant dépasse le seuil de contrôle à priori de la DCMP sont les suivants :

- *Construction de sièges des chambres de commerce et d'Agriculture de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou ;*
- *Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal.*

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP pour les deux marchés ;
- l'absence de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité est notée sur le marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;
- Délais assez longs entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché, en violation de 70 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal;
- L'absence de lettres d'information des candidats sur l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. Tous les deux marchés cités ci-dessus sont concernés par cette non-conformité ;

- L'absence de publication de l'attribution définitive du marché, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Le procès-verbal de réception n'est pas joint au dossier pour le marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal. *Pour ce constat, l'autorité contractante a apporté des éclaircissements (voir tableau n°1) ;*
- La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. *Cette non-conformité a été levée avec les pièces complémentaires fournies par l'autorité contractante ;*
- Enfin le contrat du titulaire du marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal n'est pas joint au dossier transmis à l'auditeur.

3.2.3.2 Marchés < Seuil DCMF

Les marchés passés dont le montant est inférieur au seuil de contrôle à priori de la DCMF sont les suivants :

- *Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;*
- *Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;*
- *Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;*
- *Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU ;*
- *Assurance globale dommage ;*
- *Assurance flotte automobile.*

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- La garantie de soumission n'est pas exigée alors que le montant estimatif du marché dépasse 30 000 000 F CFA (36 400 000 F CFA) en violation de l'arrêté n°011583 du 28/12/2007 pris en application de l'article 113 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché n° F1926/14 du 27/10/2014 sur la Fourniture de matériels informatiques (lot 1). *Le commentaire de l'autorité contractante et l'appréciation de l'auditeur sur cette réserve sont consignés dans le tableau n°1 ;*
- Le DAO du marché d'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ne prévoit pas le mode de transport des colons alors que ce critère est déterminant dans l'évaluation et la comparaison des offres des soumissionnaires, en violation de l'article 58 alinéa 3 du CMP ;
- Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP pour le marché

n° S-0015/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance de la flotte automobile), le marché n° S-0017/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile) ;

- l'absence de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité est notée pour l'ensemble des marchés passés par appel d'offres ouvert cités ci-dessus à l'exception des marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et du marché relatif à l'organisation de la colonie de vacance au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;
- Délais assez longs entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché, en violation de 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les Marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;
- L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire au-delà du délai fixé en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;
- L'absence de lettres d'information des candidats sur l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. Les marchés concernés par cette non-conformité sont : les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;
- Le non respect de la chronologie des étapes de la procédure de passation du marché N° S-1196/14 du 21 juillet 2014 relatif à l'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C (publication de l'avis d'appel d'offres avant l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO et notification d'attribution et de non attribution aux candidats avant la publication de l'attributaire provisoire) ;
- L'absence de publication de l'attribution définitive du marché, en violation de l'article 85 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;
- Le procès-verbal de réception n'est pas joint au dossier pour le marché relatif à la fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;
- La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché n° F1926/14 du 27/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et

déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché N° S-1196/14 du 21 juillet 2014 sur l'organisation d'une colonie de vacance au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;

- Le contrat du titulaire du marché n'est pas joint au dossier transmis à l'auditeur. Cette réserve est notée pour les marchés suivants : la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Flotte automobile et Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile) ;

3.2.4. Marchés conclus par Demande de Propositions (DP)

Un seul marché a été passé par demande de propositions pour un montant de **quinze millions cinq cent quarante six mille cinq cent (15 546 500) Francs CFA TTC**.

- Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des cabinets sélectionnés ;
- La demande de propositions n'est pas jointe au dossier ;
- Incohérence entre la date de réunion du comité technique d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt (27 novembre 2014) et la date des lettres d'invitation aux candidats (24 novembre 2014) ;
- Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP ;
- Il n'y a aucune preuve de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et financières aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- Le procès-verbal d'ouverture des offres financières n'est pas joint au dossier ;
- Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques ne sont accompagnées d'aucun commentaire pouvant permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats ;
- Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché ne sont pas jointes au dossier ;
- L'avis d'attribution définitive n'est pas publié en violation des articles 85 du CMP,
- Le marché du titulaire n'est joint au dossier ;
- Le rapport sur l'exécution des prestations n'est joint au dossier ;
- Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.

3.2.5. Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix (DRP)

Douze (12) marchés conclus par DRP ont été passés en revue, pour un montant total de **cent cinquante et un millions huit cent quinze mille huit cent soixante onze (151 815 871) FCFA TTC.**

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives en violation des dispositions de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : le Contrat n°00938 du 18 octobre 2014 : Fourniture de bureaux, la DRP N° T_DAGRH_027 sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le Contrat n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), le Contrat N° 0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs, le contrat n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE, le contrat relatif à l'Entretien et nettoyage du CO.SE.C, le CONTRAT N°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an, le contrat sur l'achat de livres pour la bibliothèque ;
- Le Dossier de DRP ne prévoit pas les délais d'exécution du marché. Cette anomalie est notée pour le contrat n°0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs ;
- L'inscription d'informations sur le dossier de DRP n'ayant pas de rapport avec l'objet de la consultation pour le marché sur l'achat de livres pour la bibliothèque. Au point D des Données particulières, il est indiqué que « les enveloppes devront comporter les autres identifications suivantes : demande de renseignements et de prix pour la fourniture de consommables et l'entretien du parc informatique du Conseil Sénégalais des Chargeurs ». En outre, il est visé des consommables dans les spécifications techniques ;
- La sélection de candidats non qualifiés, en l'occurrence des cabinets d'architecture et d'expertise immobilière pour l'exécution des marchés de travaux, en violation de l'article 44 du CMP. Il s'agit du marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C. ;
- Le COSEC ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission, pour le marché n°00449 du 15 mai 2014 : Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics ;
- La non transmission de lettre d'invitation à un candidat qui figure sur la liste restreinte de candidats à consulter. Il s'agit du marché n° 00606 du 22/07/2014 sur le choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE ;

- La non tenue de la séance d'ouverture des plis à la date fixée dans le dossier de DRP. Il s'agit du marché n°00938 du 18 octobre 2014 relatif à la fourniture de bureaux, le marché n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE et le marché n°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an ;
- Les convocations aux séances d'ouverture des plis et/ou d'attribution ne sont pas matérialisées dans le dossier remis à l'auditeur, en violation de l'article 39 du CMP. Les marchés concernés sont le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux, le marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le marché n°00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 relatifs aux Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C, le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C) ;
- Des informations portées sur le procès-verbal d'ouverture des plis contraires à la réalité de la procédure. En effet, pour le marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., il est mentionné que seuls deux soumissionnaires ont déposé une offre alors que quatre (04) offres ouvertes sont archivées dans le dossier (les offres de CEI et de CADIX ENTREPRISE) ;
- Il est noté une incohérence entre les informations fournies dans le rapport d'évaluation et les documents archivés dans le dossier de passation du marché n°00449 du 15 mai 2014 relatif à la Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics. En effet, au point 3, il est mentionné qu'une seule offre technique a été reçue, en l'occurrence l'offre de B.E.M.F. alors que deux autres offres sont reçues par la commission des marchés et archivées. Ces deux offres n'ont pas fait l'objet d'évaluation par le comité technique ;
- La déclaration de la demande de renseignements et de prix infructueuse par la commission des marchés à la séance d'ouverture des plis du marché relatif aux travaux d'aménagement du bureau B.S.C. ;
- Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78 du CMP. Cette anomalie est valable pour tous les marchés passés par DRP ;
- Le motif évoqué pour la non attribution de marché contraire à celui ayant conduit à l'élimination du candidat pour le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C). Pour le candidat ABX MEDIA, ce n'est pas parce qu'il n'est pas classé premier à l'issue de la procédure mais plutôt parce qu'il n'a pas atteint la note technique minimale ;

- L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire est faite au-delà du délai requis en violation de l'article 84.3 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics. Cette non-conformité concerne le marché n°01070 du 30 décembre 2014 sur le Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.
- L'absence de preuves de transmission des lettres d'information aux soumissionnaires sur l'attribution provisoire. Cette anomalie est notée pour le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux ;
- Le marché ne prévoit pas d'article sur les délais d'exécution des travaux pour le marché n° 00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 sur les Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C et le marché sur l'Entretien et le nettoyage du CO.SE.C.

3.2.6. Avenants

Le CO.SE.C a passé deux (02) avenants pour les marchés passés durant la gestion 2014 et faisant l'objet de cette présente revue. Il s'agit de la reconduction des marchés relatifs à la couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C.

3.2.7. Marchés ayant fait l'objet d'un recours auprès du Comité de Règlement des différends de l'ARMP

Marché relatif à la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C

Le soumissionnaire CCBM INDUSTRIES a fait un recours gracieux à la date du 13 février 2015, informant que la capacité du réservoir du modèle de véhicule proposé n'est pas de 50 litres mais bien de 80 litres comme indiqué dans les spécifications techniques, demandant à la commission des marchés de reprendre l'évaluation des offres d'autant que l'offre financière proposée est moins disante de 24 632 000 F CFA que celle de l'attributaire provisoire.

Le candidat CCBM Industries-Espace Auto a fait aussi à la date du 20 février 2015, un recours contentieux auprès du CRD de l'ARMP.

Par décision n°047/15/ARMP/CRD du 24 février 2015, le CRD a notifié la suspension de la procédure de passation du marché. Après examen des dossiers de la passation du marché, le CRD de l'ARMP a ordonné par décision n° 057/15/ARMP/CRD du 04 mars 2015, la poursuite de la procédure pour les motifs suivants :

- L'offre de CCBM Industries-Espace Auto n'est pas conforme sur le critère « capacité du réservoir » ;
- Les critères du dossier d'appel d'offres, n'ayant pas été contestés au lancement, leur impertinence ne peut être invoquée à l'attribution ;
- Le rejet de l'offre de CCBM Industries-Espace Auto est fondé.

Le CRD a traité ce recours conformément aux critères définis dans le dossier d'appel d'offres.

Par ailleurs, des recours gracieux ont été notés sur les dossiers passés en revue.

Marché n° T 0347/15, Marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 : Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou

Le soumissionnaire DUCHKA PRES SERVICES a fait un recours gracieux sur l'attribution provisoire du marché. L'entreprise a demandé à l'autorité contractante de reconsidérer l'attribution provisoire publiée dans le journal « Le Soleil » n°13401 du mardi 27 janvier 2015.

Pour le même appel d'offres, l'entreprise DIATTA EDIFICE a aussi fait un recours gracieux. Le candidat évoque dans son recours que :

- son offre est moins disante de toutes les offres des entreprises attributaires,
- qu'elle a fourni le personnel demandé dans le DAO,
- tous les papiers administratifs sont conformes en l'occurrence les cautions, les lignes de crédit, les états financiers, la liste des matériels affectés aux chantiers et les attestations de travaux réalisés.

Pour ces recours gracieux enregistrés, l'autorité contractante n'a pas fourni les lettres de réponse aux plaignants.

Le CO.SE.C doit se conformer à l'article 88 du CMP qui indique que « la personne responsable du marché est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de cinq (05) jours ouvrables, au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours gracieux ».

Marché relatif à l'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C.

Le candidat VISUEL COMMUNICATION a fait un recours gracieux à la date du 06 juin 2014 pour dénoncer la signature par le Directeur général, des lettres d'information sur l'attribution provisoire, la non publication préalable de l'attribution provisoire avant la notification aux candidats, le mode de transport des colons qui n'est pas précisé dans le DAO.

3.3. Constats spécifiques à l'exécution financière

Pour les marchés passés par Appel d'offres

Les justificatifs de paiements n'ont pas été mis à la disposition de l'auditeur pour les marchés suivants :

- *Marché n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;*
- *Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C.*

La garantie de bonne exécution n'a pas été produite pour les marchés suivants :

- *Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;*

- Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;
- Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C.

Pour le marché de Prestation intellectuelle passé par Demande de Propositions

Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.

Pour les marchés de Demandes de Renseignements et de Prix

Les délais d'exécution ne sont pas précisés dans le marché, afin de permettre de vérifier si les travaux et prestations ont été réalisés sans retard. Il s'agit des marchés suivants :

- n° 00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 sur les Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C,
- Entretien et nettoyage du CO.SE.C.

Pour le marché n° 00338 du 10/04/2014 relatif à la Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), les prestations ont été exécutées au-delà du délai contractuel sans application des pénalités de retard.

3.4. Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

3.4.1. Sélection

Les marchés sélectionnés pour l'audit physique sont les suivants :

Tableau 8 : Récapitulatif des marchés de l'audit physique

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
1	Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C	AOO	Fournitures	50 632 000	CFAO MOTORS
2	Achat de livres pour la bibliothèque	DRP	Fournitures	8 169 100	LIBRAIRIE HARMATTAN
3	Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C	DRP	Travaux	15 413 313	GTS
4	Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)	DRP	Services	9 440 000	PROFIL

N°	Objet du Marché	Mode de Passation	Catégorie	Montant (FCFA TTC)	Attributaire
5	Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics	DRP	Services	23 600 000	Cabinet BEMF for Africa
6	Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE	DRP	Services	12 500 000	SUD SERVICES CONSULTING
7	Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs	DRP	Services	17 472 321	SED
TOTAL (F CFA TTC)				137 226 734	
TOTAL DEPENSES ECHANTILLON (F CFA TTC)				1 297 981 889	
TAUX DE COUVERTURE				10,6%	

Figure 5 : Couverture de l'audit physique

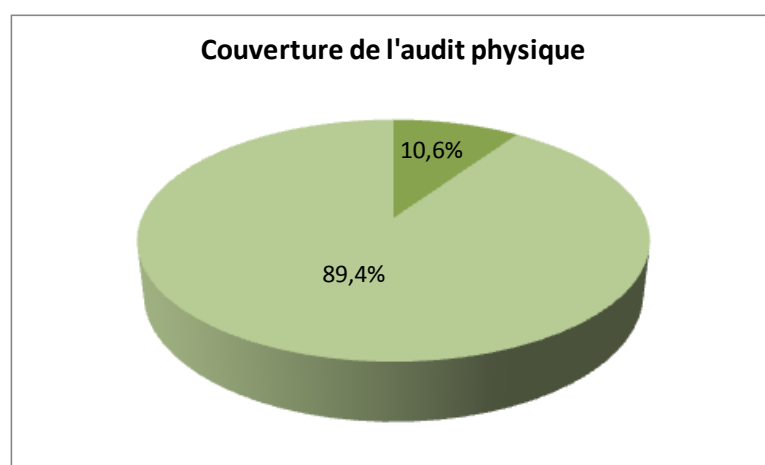
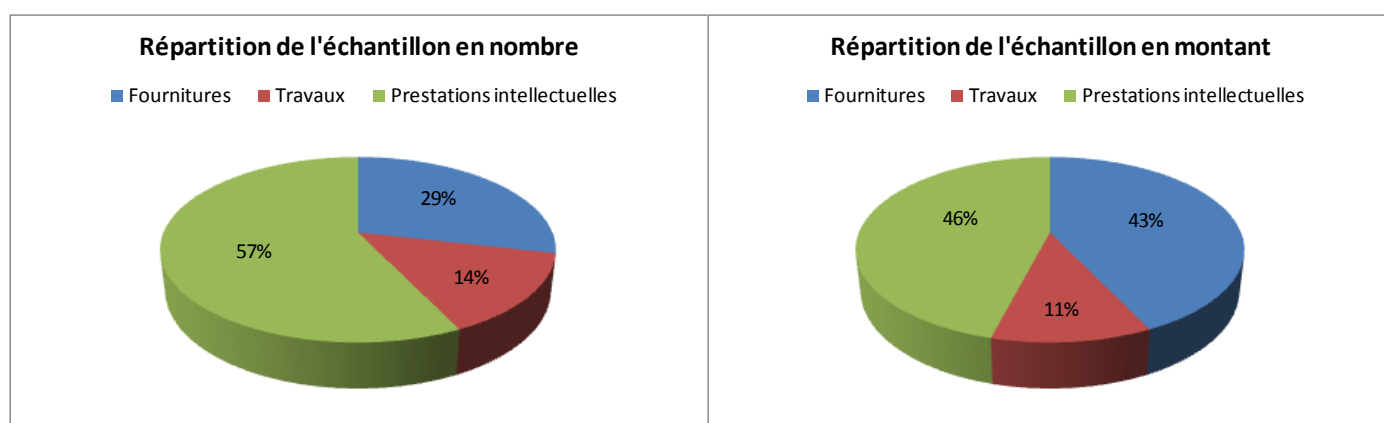


Figure 6 : Répartition de l'échantillon audit physique en nombre et en montant



3.4.2. Travaux effectués

Les travaux effectués consistent à vérifier de façon effective la matérialité et le niveau d'exécution physique des marchés passés.

Achat de livres pour la bibliothèque



Photo 2 : Livres disponibles au niveau de la bibliothèque du CO.SE.C

Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal, du hangar, du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C



Photo 3 : Les bureaux du BSC aménagés



Photo 4 : Le grand portail, le hangar et le parking extérieur

Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs

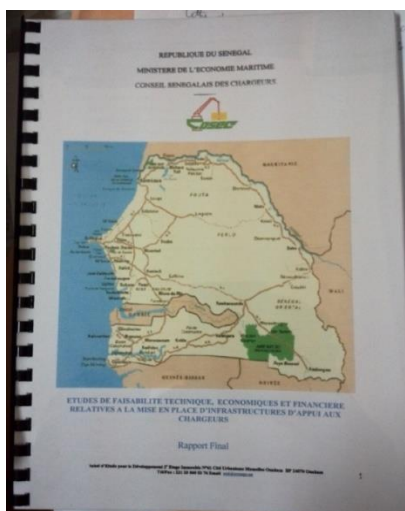


Photo 5 : Rapport final des Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs

Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics

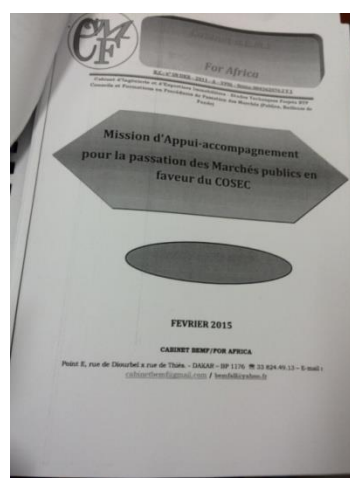


Photo 6 : Rapport d'orientation et d'étape de la Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics

3.4.3. Résultats

Les constats spécifiques relatifs à l'audit physique sont les suivants :

- Non mise à la disposition de l'auditeur du matériel ou des rapports permettant de constater la matérialité de la dépense.

Cette réserve est notée pour les marchés suivants :

- *Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C,*
 - *Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C),*
 - *Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE.*
-
- Non mise à la disposition de l'auditeur du marché et/ou du procès-verbal de réception des travaux ou prestations permettant de statuer sur les délais contractuels du marché et les retards éventuels dans l'exécution. Il s'agit des marchés suivants :
 - *Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C,*
 - *Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE,*
 - *Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs,*
 - *Achat de livres pour la bibliothèque.*

4. RECOMMANDATIONS

4.1. Recommandations relatives au dispositif institutionnel, à l'organisation et à l'environnement de la passation des marchés

- Transmettre à la DCMP et à l'ARMP les rapports trimestriels conformément à l'arrêté n° 011586 du 28/12/07 pris en application de l'article 35 du code des marchés publics relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Le CO.SE.C doit améliorer l'archivage des dossiers de passation des marchés conformément aux dispositions du Manuel de Classement des Documents des Marchés des Autorités Contractantes de l'ARMP. Les services du CO.SE.C doivent mettre à la disposition de la Cellule de Passation des Marchés toute la documentation relative à l'exécution des marchés.

4.2. Recommandations relatives à la passation des marchés examinés

Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert (AOO)

- Le CO.SE.C doit se conformer aux dispositions de l'arrêté n°011583 du 28/12/2007 pris en application de l'article 113 du CMP sur la constitution de la garantie de soumission ;
- Veiller à l'application de l'article 58 alinéa 3 du CMP relatif à la contenance des dossiers d'appel à la concurrence;
- Veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés ;
- Le CO.SE.C doit veiller à l'application de l'article 67.4 du CMP qui stipule que « *dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignés dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats* » ;
- Veillez à respecter les délais de quinze (15) jours entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché (article 70 du CMP) ;
- Le CO.SE.C doit veillez à respecter les délais d'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire (article 83.3 du CMP) ;
- Veillez au respect de la chronologie des étapes de la procédure de passation des marchés ;
- L'attribution définitive des marchés doit faire l'objet de publication en application des dispositions de l'article 85 du CMP ;

- Le COSEC doit veiller au respect des dispositions de l'article 115 du CMP relatif à la fourniture de la caution de bonne exécution ;
- La réception des travaux, prestations ou fourniture doit être matérialisée par un procès-verbal dûment classé dans les dossiers de classement de la procédure de passation des marchés.

Marchés conclus par Demande de Propositions (DP)

- Le CO.SE.C doit veiller à ce que les lettres d'invitation incluent la liste des cabinets sélectionnés pour les consultations de prestation intellectuelle ;
- Les dossiers de demande de propositions doivent être bien classés dans les documents de la procédure de passation des marchés ;
- Le CO.SE.C doit veiller à la cohérence des dates pour les différentes étapes de la procédure de passation de marché ;
- Veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés ;
- Le CO.SE.C doit veiller à l'application de l'article 67.4 du CMP qui stipule que « *dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignés dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents et remis à tous les candidats* » ;
- Les offres financières doivent être ouvertes en séance publique et le procès-verbal dûment établi, signé par les membres de la commission des marchés et remis aux soumissionnaires ;
- Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques doivent être justifiées par le comité technique afin de permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats ;
- Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché doivent être classées au dossier ;
- L'attribution définitive des marchés doit faire l'objet de publication en application des dispositions de l'article 85 du CMP ;
- Les dossiers de l'exécution du marché doivent être bien classés dans les documents de passation de marchés (le marché du titulaire, le rapport d'exécution des prestations et les justificatifs de paiement).

Marchés conclus par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

- Le CO.SEC doit se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP en prévoyant dans les dossiers de DRP, la fourniture des pièces administratives ;
- Les dossiers de DRP doivent prévoir les délais d'exécution du marché ;
- La commission des marchés doit veiller à la qualité des dossiers de passation des marchés notamment aux inscriptions sur les dossiers d'appel à la concurrence ;
- Les dispositions de l'article 44 du CMP doivent s'appliquer dans toute sa rigueur en ce qui concerne la qualification des candidats sélectionnés pour l'exécution des marchés. Le CO.SEC doit disposer d'une base de données de prestataires pour chaque type d'activités ;
- Le COSEC doit se conformer à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission;
- Les lettres d'invitation doivent être transmises à tous les candidats figurant sur la liste restreinte de candidats à consulter ;
- La commission des marchés du CO.SEC doit veiller à tenir les séances d'ouverture des plis aux dates fixées dans les dossiers de DRP ;
- Le COSEC doit veiller à l'application de l'article 39 du CMP sur les convocations aux commissions des marchés et à leur archivage dans les dossiers de passation des marchés ;
- La cellule de passation des marchés doit veiller à ce que les informations portées dans le procès-verbal d'ouverture des plis traduisent la réalité de la procédure de passation ;
- Le CO.SEC doit veiller à la cohérence entre les informations fournies dans le rapport d'évaluation et les documents archivés dans le dossier de passation ;
- A l'ouverture des plis, la commission des marchés doit se limiter à la lecture des informations contenues dans les offres des soumissionnaires et non à la déclaration d'infructuosité d'une procédure qui n'a pas fait l'objet d'évaluation par un comité technique ;
- Le CO.SEC doit veiller à l'application des dispositions de l'article 78 du CMP relatives à la publication de l'attribution des DRP sur le site des marchés publics ;
- La cellule de passation des marchés doit veiller à informer les soumissionnaires du motif réel de non attribution de marché ;

- Le CO.SE.C doit procéder à l'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire dans les délais requis au regard de l'article 84.3 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés public ;
- Le CO.SE.C doit transmettre les lettres d'information aux soumissionnaires sur l'attribution provisoire ;
- Les marchés doivent prévoir l'article sur les délais d'exécution des travaux, fournitures ou prestations ;

4.3. Recommandations relatives à l'exécution financière

- Les pénalités de retard doivent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 134 du CMP ;
- Le COSEC doit veiller à l'application des dispositions de l'arrêté 011584 du 28/12/2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution.
- Les justificatifs de paiement doivent être produits ;
- Les délais d'exécution doivent faire l'objet d'un article dans les marchés, afin de permettre de vérifier si les travaux et prestations ont été réalisés sans retard.

4.4. Recommandations relatives à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

- Le CO.SE.C doit mettre à la disposition de l'auditeur les matériels ou des rapports permettant de constater la matérialité de la dépense.
- Le CO.SE.C doit mettre à la disposition de l'auditeur le marché et/ou le procès-verbal de réception des travaux ou prestations permettant de statuer sur les délais contractuels du marché et les retards éventuels dans l'exécution
- Le CO.SE.C doit veiller à faire respecter les délais d'exécution contractuels des marchés et appliquer les pénalités de retards au besoin ;
- Les documents de la procédure de passation de marché doivent être bien archivés.

5. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES

Tableau 9 : Récapitulatif du suivi des recommandations antérieures

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2012	NIVEAU D'APPLICATION
<i>Appel d'Offres ouvert</i>		
1	Nous recommandons de transmettre aux soumissionnaires, les PV d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du Code des Marchés Publics en vigueur.	Non résolu
2	Nous recommandons d'observer un délai de 15 jours après la publication de l'attribution provisoire avant de soumettre le marché pour approbation afin de permettre aux requérants d'introduire des recours en cas de besoin	Résolu
3	Nous recommandons d'archiver toute la documentation afférente à la passation des marchés notamment les documents de garanties de bonne exécution.	Non résolu
<i>Demande de Renseignements et de Prix</i>		
4	Nous recommandons de joindre aux lettres d'invitations un modèle de lettre de soumission conformément à la circulaire n°004/PM/CAB/CP.	Résolu
5	Nous recommandons de joindre à la lettre d'invitation un projet de contrat conformément à la circulaire n° 0004/PM/CAB/CP.	Non résolu
6	Nous recommandons d'appliquer les clauses de pénalités de retard tel que prévu dans le contrat signé.	Non résolu
7	Nous recommandons de délivrer une attestation de services faits uniquement après que l'ensemble des prestations ait été effectué.	Non résolu
8	Si applicable, nous recommandons d'inclure systématiquement les clauses de pénalité de retard.	Résolu

N°	RECOMMANDATIONS FORMULEES LORS DE LA REVUE DE L'EXERCICE 2012	NIVEAU D'APPLICATION
9	Nous recommandons de consulter des candidats qui existent légalement c'est-à-dire disposant d'un NINEA valide ou s'étant inscrit au registre de commerce.	Résolu
10	Nous recommandons de bien vérifier que le PV d'ouverture des offres ne comporte pas des erreurs sur les montants des offres avant sa signature par les membres de la Commission.	Résolu
<i>Organisation</i>		
11	Nous recommandons à la Cellule de Passation d marchés de produire les rapports trimestriellement et de les transmettre à la DCMP.	Non résolu
12	Nous recommandons de mettre en place pour chaque exercice, un fichier de fournisseur agréé.	Non résolu

6. STATISTIQUES DES ANOMALIES

6.1. Statistiques sur les anomalies des Appels d'Offres Ouvert (AOO)

Les constats spécifiques relatifs à la passation de ces marchés sont les suivants :

- a. Le DAO du marché d'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ne prévoit pas le mode de transport des colons alors que ce critère est déterminant dans l'évaluation et la comparaison des offres des soumissionnaires, en violation de l'article 58 alinéa 3 du CMP ;
- b. Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP pour le marché n° S-0015/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance de la flotte automobile), le marché n° S-0017/14 du 06 janvier 2014 sur la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile), les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché sur les Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;
- c. l'absence de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité est notée pour l'ensemble des marchés passés par appel d'offres ouvert à l'exception du marché relatif à l'organisation de la colonie de vacance au profit des enfants du personnel du CO.SE.C, des marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et des marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou ;
- d. Délais assez longs entre l'ouverture des plis et l'attribution provisoire du marché, en violation de 70 du CMP. Cette non-conformité concerne les Marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché relatif aux Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;
- e. L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire au-delà du délai fixé en violation de l'article 83.3 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC ;
- f. L'absence de lettres d'information des candidats sur l'attribution provisoire en violation de l'article 83.3 du CMP. Les marchés concernés par cette non-conformité sont : les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC, le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C,

les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;

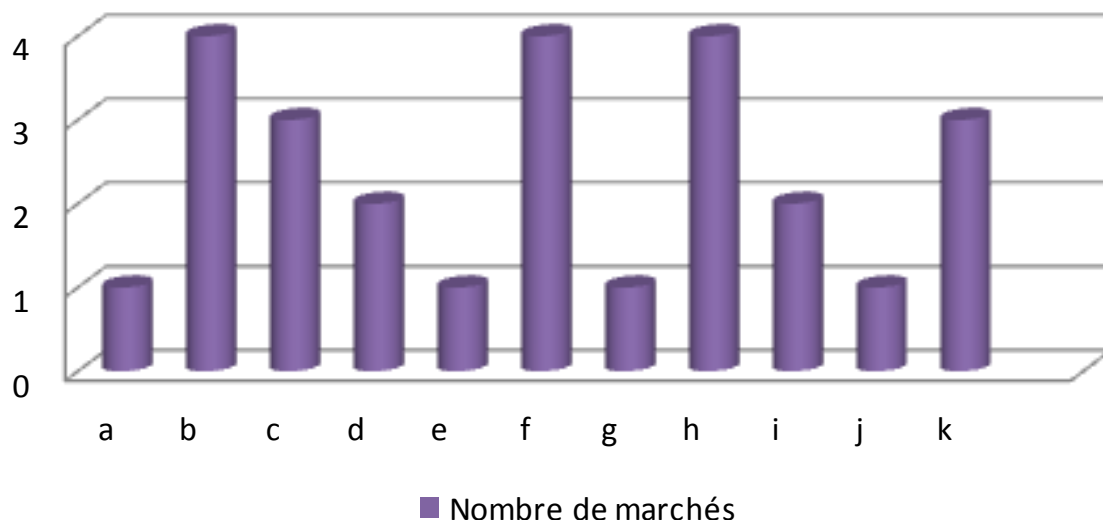
- g. Le non respect de la chronologie des étapes de la procédure de passation du marché N° S-1196/14 du 21 juillet 2014 relatif à l'Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C (publication de l'avis d'appel d'offres avant l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO et notification d'attribution et de non attribution aux candidats avant la publication de l'attributaire provisoire) ;
- h. L'absence de publication de l'attribution définitive du marché, en violation de l'article 85 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC, le marché sur la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C, les marchés n° T 0347/15, n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 relatifs à la Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal ;
- i. Le procès-verbal de réception n'est pas joint au dossier pour les marchés relatifs à la Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC, à la Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C ;
- j. La fourniture de la garantie de bonne exécution n'est pas matérialisée dans les dossiers passés en revue, en violation de l'article 115 du CMP. Cette non-conformité concerne le marché n° F1926/14 du 27/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC et le marché N° S-1196/14 du 21 juillet 2014 sur l'organisation d'une colonie de vacance au profit des enfants du personnel du CO.SE.C ;
- k. Le contrat du titulaire du marché n'est pas joint au dossier transmis à l'auditeur. Cette réserve est notée pour les marchés suivants : la Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Flotte automobile et Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile) et le marché des Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation du marché par AOO :

Tableau 10 : Répartition des anomalies sur la passation des marchés AOO

N°	Objet du marché	Constats n°										
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k
1	Fourniture de matériels informatiques et le déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC			X	X	X	X		X	X	X	
2	Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C						X		X	X		
3	Construction de sièges des chambres de commerce et d'Agriculture de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou		X	X			X		X			
4	Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal		X		X		X		X			X
5	Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C	X		X				X			X	
6	Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU											
7	Couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C (Assurance Flotte automobile)		X									X
8	Couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C(Assurance globale dommage et responsabilité civile)		X									X
Total		1	4	3	2	1	4	1	4	2	1	3

Statistiques des anomalies (AOO)



6.2. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Propositions (DP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de Demandes de Propositions sont les suivants :

- a. Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des cabinets sélectionnés ;
- b. La demande de propositions n'est pas jointe au dossier ;
- c. Incohérence entre la date de réunion du comité technique d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt (27 novembre 2014) et la date des lettres d'invitation aux candidats (24 novembre 2014) ;
- d. Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP ;
- e. Il n'y a aucune preuve de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et financières aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- f. Le procès-verbal d'ouverture des offres financières n'est pas joint au dossier ;
- g. Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques ne sont accompagnées d'aucun commentaire pouvant permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats ;
- h. Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché ne sont pas jointes au dossier ;

- i. L'avis d'attribution définitive n'est pas publié en violation des articles 85 du CMP,
- j. Le marché du titulaire n'est joint au dossier ;
- k. Le rapport sur l'exécution des prestations n'est joint au dossier ;
- l. Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation du marché par DP :

Tableau 11 : Répartition des anomalies sur la passation des marchés DP

N°	Objet du marché	Constats n°											
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l
1	Etude de faisabilité pour la mise en place d'une bourse de fret au Sénégal, au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C.)	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Total		1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

6.3. Statistiques sur les anomalies des Demandes de Renseignements et de Prix (DRP)

Les constats spécifiques relatifs à la passation des marchés de DRP sont les suivants :

- a. Les dossiers de DRP ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives en violation des dispositions de l'article 44 du CMP. Cette non-conformité concerne les marchés suivants : le Contrat n°00938 du 18 octobre 2014 : Fourniture de bureaux, la DRP N° T_DAGRH_027 sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le Contrat n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C), le Contrat N° 0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs, le contrat n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE, le contrat relatif à l'Entretien et nettoyage du CO.SE.C, le CONTRAT N°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an, le contrat sur l'achat de livres pour la bibliothèque ;

- b. Le Dossier de DRP ne prévoit pas les délais d'exécution du marché. Cette anomalie est notée pour le contrat n°0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs ;
- c. L'inscription d'informations sur le dossier de DRP n'ayant pas de rapport avec l'objet de la consultation pour le marché sur l'achat de livres pour la bibliothèque. Au point D des Données particulières, il est indiqué que « les enveloppes devront comporter les autres identifications suivantes : demande de renseignements et de prix pour la fourniture de consommables et l'entretien du parc informatique du Conseil Sénégalais des Chargeurs ». En outre, il est visé des consommables dans les spécifications techniques ;
- d. La sélection de candidats non qualifiés, en l'occurrence des cabinets d'architecture et d'expertise immobilière pour l'exécution des marchés de travaux, en violation de l'article 44 du CMP. Il s'agit du marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C. ;
- e. Le COSEC ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission, pour le marché n°00449 du 15 mai 2014 : Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics ;
- f. La non transmission de lettre d'invitation à un candidat qui figure sur la liste restreinte de candidats à consulter. Il s'agit du marché n° 00606 du 22/07/2014 sur le choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE ;
- g. La non tenue de la séance d'ouverture des plis à la date fixée dans le dossier de DRP. Il s'agit du marché n°00938 du 18 octobre 2014 relatif à la fourniture de bureaux, le marché n° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE et le marché n°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an ;
- h. Les convocations aux séances d'ouverture des plis et/ou d'attribution ne sont pas matérialisées dans le dossier remis à l'auditeur, en violation de l'article 39 du CMP. Les marchés concernés sont le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux, le marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., le marché n°00896 T_DAGR_027 du 29/10/2014 relatifs aux Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C, le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C) ;
- i. Des informations portées sur le procès-verbal d'ouverture des plis contraires à la réalité de la procédure. En effet, pour le marché sur les Travaux d'aménagement du bureau B.S.C., il est mentionné que seuls deux soumissionnaires ont déposé une offre

alors que quatre (04) offres ouvertes sont archivées dans le dossier (les offres de CEI et de CADIX ENTREPRISE) ;

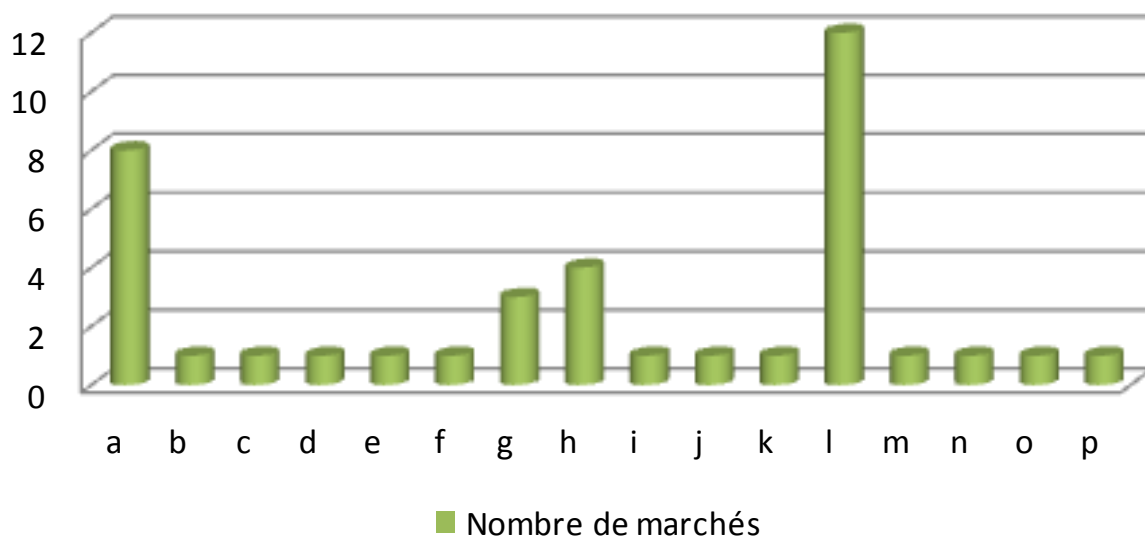
- j. Il n'y a pas de preuves de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation de l'article 67.4 du CMP. Cette non-conformité concerne tous les marchés passés par DRP ;
- k. Il est noté une incohérence entre les informations fournies dans le rapport d'évaluation et les documents archivés dans le dossier de passation du marché n°00449 du 15 mai 2014 relatif à la Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics. En effet, au point 3, il est mentionné qu'une seule offre technique a été reçue, en l'occurrence l'offre de B.E.M.F. alors que deux autres offres sont reçues par la commission des marchés et archivées. Ces deux offres n'ont pas fait l'objet d'évaluation par le comité technique ;
- l. La déclaration de la demande de renseignements et de prix infructueuse par la commission des marchés à la séance d'ouverture des plis du marché relatif aux travaux d'aménagement du bureau B.S.C. ;
- m. Les attributions des DRP n'ont pas fait l'objet de publication sur le site des marchés publics, en violation de l'article 78 du CMP. Cette anomalie est valable pour tous les marchés passés par DRP ;
- n. Le motif évoqué pour la non attribution de marché contraire à celui ayant conduit à l'élimination du candidat pour le marché n° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C). Pour le candidat ABX MEDIA, ce n'est pas parce qu'il n'est pas classé premier à l'issue de la procédure mais plutôt parce qu'il n'a pas atteint la note technique minimale ;
- o. L'information des soumissionnaires sur l'attribution provisoire est faite au-delà du délai requis en violation de l'article 84.3 du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant code des marchés publics. Cette non-conformité concerne le marché n°01070 du 30 décembre 2014 sur le Gardiennage et surveillance du CO.SE.C.
- p. L'absence de preuves de transmission des lettres d'information aux soumissionnaires sur l'attribution provisoire. Cette anomalie est notée pour le marché n° 00938 du 18 octobre 2014 sur la Fourniture de bureaux ;
- q. Le marché ne prévoit pas d'article sur les délais d'exécution des travaux pour le marché n° 00896 T_DAGR_027 du 29/10/2014 sur les Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C et le marché sur l'Entretien et le nettoyage du CO.SE.C.

Le tableau ci-dessous montre la répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés pour les Demandes de Renseignements et de Prix :

Tableau 12 : Répartition des anomalies constatées sur la passation des marchés de Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Objet du marché	Constats n°															
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p
1	Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an	X						X					X				
2	Achat de livres pour la bibliothèque	X		X									X				
3	Fournitures de bureau	X						X	X				X			X	
4	Travaux d'aménagement du Bureau BSC	X			X				X	X		X	X				
5	Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C								X				X				X
6	Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)	X							X				X	X			
7	Sélection de maître d'œuvre pour la construction de sièges de chambres de commerce de Kédougou, Sédhiou et Kaffrine												X				
8	Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs	X	X										X				
9	Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics					X					X		X				
10	Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE	X					X	X					X				
11	Entretien et nettoyage du CO.SE.C	X											X				
12	Gardiennage et surveillance du CO.SE.C												X		X		
TOTAL		8	1	1	1	1	1	3	4	1	1	1	12	1	1	1	1

Statistiques des anomalies (DRP)



7. ANNEXES

7.1. Fiches de projets

APPELS D'OFFRES OUVERTS*(Passés sous l'empire du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011)*

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_CSC_028 des 24 et 25 mai 2014		
Marché n° F1926/14 du 27/10/2014 et n°F1937/14 du 29/10/2014 : Fourniture de matériels informatiques et déploiement de solutions WIFI au profit du COSEC		
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Le Soleil N° 13199 des samedi 23 et dimanche 24mai 2013	
Date d'ouverture des offres	23 juin 2014	
Délai de préparation des offres	31 jours	
Attributaire	Lot n° 1 : Fourniture de matériels informatiques, ECOREL , Rue C Sicap Amitié, Dakar NINEA : 004558469 V 1 Lot n°2 : Déploiement de réseau sans fil WIFI, NEUROTECH , 8, Boulevard du SUD, Point E, NINEA : 2210821 2G3	
Date d'attribution du marché	20 août 2014	
Date de publication de l'attribution provisoire	Le Soleil N° 13307 du 02 octobre 2014	
Montant du marché	Lot 1 : 33 500 000 F CFA TTC Lot 2 : 3 330 585 F CFA TTC.	
Date de signature du marché	20 octobre 2014	
Date d'approbation du marché	20 octobre 2014	
Date de notification du marché	Lot 1 : 05 novembre 2014 Lot 2 : 06 novembre 2014	
Date d'enregistrement	Lot 1 : 10 décembre 2014 Lot 2 : 10 novembre 2014	
Délai d'exécution	Lot 1 : 30 jours Lot 2 : 30 jours	
Date de publication de l'attribution définitive		
Date de la réception provisoire		
Date de la réception définitive		
Il s'agit d'un marché de fourniture de matériels informatiques et de déploiement de solutions WIFI au profit du CO.SE.C en deux (02) lots. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :		
SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)	
	LOT 1	LOT 2
ECOREL	33 500 000	11 000 000
ETS DIAGNE ET FRERES	14 944 700	—
ORANGE BUISNESS SERVICES	—	3 239 685

OUMOU INFORMATIQUE Suarl	35 138 040	—
MATFORCE	—	3 225 319
PICO-MEGA	35 162 820	—
NEUROTECH	—	3 330 585
<p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Abdourahmane CILLA, Mme Ndèye Yacine GUEYE MAÏGA, M. Haby DIACK, M. Ibrahima CAMARA, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Abdourahmane CILLA, Mme Ndèye Yacine GUEYE MAÏGA, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>L'avis de non objection de la DCMP sur le rapport provisoire est donné par lettre n°005045/MEFP/DCMP/35 du 18 septembre 2014.</p> <p>Le lot 1 a été attribué à ECOREL pour un montant de 33 500 000 F CFA TTC et le lot 2 à NEUROTECH pour un montant de 3 330 585 F CFA TTC.</p> <p>Le rapport d'évaluation fourni à l'auditeur donne comme attributaire du lot 2 MATFORCE alors que le titulaire du marché de ce dit lot est NEUROTECH.</p> <p>Le titulaire du marché du lot 2 NEUROTECH a fourni une garantie de bonne exécution n° 2056/2014 – SND/NFT du 20 octobre 2014 d'un montant de 166 530 F CFA.</p> <p>Les paiements effectués sur ces marchés ne sont pas fournis.</p>		
<p>Non conformités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Délais assez longs entre l'ouverture des plis (23 juin 2014) et l'attribution provisoire du marché (20 août 2014), soit près de deux (02) mois, en violation de 70 du CMP ; - Le DAO ne prévoit pas la fourniture de la garantie de soumission pour le lot 1 alors que le montant estimatif du marché dépasse 30 000 000 F CFA (36 900 000 F CFA) en violation de l'arrêté n°011583 du 28/12/2007 pris en application de l'article 113 du CMP ; - Absence de preuves de transmission du P.V. d'ouverture des plis aux différents soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ; - L'attribution provisoire est prononcée le 20 août 2014 alors que la notification aux soumissionnaires est faite le 02 octobre 2014, en violation de l'article 83.3 du CMP ; 		

	<ul style="list-style-type: none"> - Les lettres d'information des autres candidats n'ayant pas été attributaires du marché ne sont pas jointes au dossier en violation de l'article 83.3 du CMP ; - La publication de l'attribution définitive du marché n'est pas jointe au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ; - Le procès-verbal de réception des matériels n'est pas joint au dossier ; - Les justificatifs de paiements ne sont pas fournis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à se conformer aux articles 67.4, 70, 83.3, 85 et 113 du CMP ; - Veiller à l'inscription des marchés sur le Plan de Passation des Marchés conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP ; - Le CO.SE.C doit veiller au bon archivage des dossiers de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DAGR_009 du 10/07/2013
MARCHE N° S-1196/14 du 21 juillet 2014

Organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » n° 13157 du 02 avril 2014
Date d'ouverture des offres	05 mai 2014
Délai de préparation des offres	33 jours
Attributaire	REVINA TOURS , Adresse :SCAT URBAM Hann Mariste, villa n° 39 A, BP : 4402 Dakar, NINEA : 41864682C2
Date de l'attribution provisoire	19 mai 2014
Date de publication de l'attribution provisoire	19 juin 2014
Montant du marché	39 245 035 F CFA TTC
Date de souscription du marché	21 juillet 2014
Date d'approbation du marché	21 juillet 2014
Date d'enregistrement	26 août 2014
Date de notification du marché	Néant
Délai d'exécution	21 jours
Date de publication de l'attribution définitive	18 juillet 2014
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet

Il s'agit d'un marché pour l'organisation d'une colonie de vacances au profit des enfants du personnel du CO.SE.C. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :

- SDT : 49 654 430 F CFA TTC,
- ADEF Consulting :37 364 700 F CFA TTC,
- REVINA TOURS : 39 345 035 F CFA TTC,
- VISUEL Communication : 49 846 282 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, Mme Banel SECK, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, M. Haby DIACK, M. Malang CISSE, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le marché a été attribué à REVINA TOURS pour un montant de 39 345 035 F CFA TTC.

Le Dossier d'Appel d'Offres a reçu l'avis de non objection de la DCMP par lettre n°01756/MEF/DCMP du 07 avril 2014.

Le candidat VISUEL COMMUNICATION a fait un recours gracieux à la date du 06 juin 2014 pour dénoncer la signature par le Directeur général, des lettres d'information sur l'attribution provisoire, la non publication préalable de l'attribution provisoire avant la notification aux

candidats, le mode de transport des colons qui n'est pas précisé dans le DAO.

Les paiements :

Facture d'avance de démarrage : n° 401/revina d'un montant de 7 869 007 F CFA TTC cautionné par la SONAC.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le DAO ne prévoit pas le mode de transport des colons, - La publication de l'avis d'appel d'offres est faite le 02 avril 2014, avant l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO intervenu le 07 avril 2014 ; - La notification des résultats de l'appel d'offres aux candidats est faite le 02 juin 2014 et le 17 juin 2014 ; - La notification d'attribution et de non attribution aux candidats a été faite avant la publication de l'attribution provisoire (19 juin 2014).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Pour une bonne évaluation des prestations par les soumissionnaires, le DAO doit être suffisamment complet afin de faciliter la comparaison des offres des soumissionnaires; - Le CO.SE.C doit respecter la chronologie des étapes de la procédure de passation des marchés (publication de l'avis d'appel d'offres après l'avis de non objection de la DCMP sur le DAO et notification d'attribution et de non attribution aux candidats après la publication de l'attributaire provisoire).
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° SCSC du 22/06/2014**Représentation du CO.SE.C. en chine et aux Emirats Arabes Unis/EAU**

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	Jeune Afrique du 22 juin au 28 juin 2014
Date d'ouverture des offres	28 juillet 2014
Délai de préparation des offres	36 jours
Attributaire	Lot 1 : INTERNATIONAL SUPER SOURCE TRADING COMPANY (5 S) N° 50 Ouest Foire, NINEA : 46544732R2 Lot 2 : TRANS FRET
Date de l'attribution provisoire	05 août 2014
Date de publication de l'attribution provisoire	
Montant du marché	124 256 131 F CFA TTC
Date de signature du marché	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date de notification de l'OS de démarrage	
Délai d'exécution	
Date de publication de l'attribution définitive	
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet

Il s'agit d'un marché relatif à la représentation du CO.SE.C en Chine et aux Emirats Arabes Unis. Les candidats ayant soumissionné sont :

SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)	
	Lot 1	Lot 2
INTERNATIONAL SUPER SOURCE TRADING COMPANY (5 S)	39 589 000	–
TRANS FRET	–	53 000 000
GUANGZHOU TRANS AFRICAN INFORMATION CONSULTANCY	5 000 000	–

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, M. Haby DIACK, M. Malang CISSE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, M. Malang CISSE, Mme Fatou SECK CABRAL, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le lot 1 a été attribué à INTERNATIONAL SUPER SOURCE TRADING COMPANY (5 S) pour un montant de 20 000 000 F CFA TTC et le lot 2 à TRANS-FRET d'un montant de 10 000 000 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Factures n° FV081 et n° FVN°180 réglée par virement bancaire d'un montant de 8793 Dollars de la Banque ORABANK au profit de AGRICULTAURAL BANK OF CHINA.

Non conformités

- Le Dossier d'Appel d'Offres n'est pas joint au dossier ;
- Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP ;
- Les offres des soumissionnaires ne sont pas archivées au dossier ;
- Il n'y pas de preuves de la transmission des P.V. d'ouverture des plis aux soumissionnaires en violation de l'article 67.4 du CMP ;
- Les candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas informés des résultats de la procédure en violation de l'article 83.3 du CMP ;
- Les publications des avis d'attribution provisoire et définitive ne sont pas jointes au dossier, en violation des articles 83 et 85 du CMP ;
- Les notifications des marchés aux titulaires ne sont pas jointes au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ;
- Les montants attribués pour les lots 1 et 2 sont différents des montants proposés par les soumissionnaires et faisant l'objet d'attribution dans le rapport d'évaluation des offres. Ces derniers dépassent le budget estimatif qui est de 30 000 000 F CFA, qui a été partagé aux deux entreprises attributaires (lot 1 : 20 000 000 F CFA et lot 2 : 10 000 000 F CFA) ;
- Les contrats des titulaires ne sont pas joints au dossier.

Recommandations

- Veiller au respect des dispositions des articles 39, 67.4, 83 et 85 du CMP ;
- Les dispositions de l'article 5.1 du CMP doivent être appliquées : *« Avant tout appel à concurrence, consultation ou négociation, l'autorité contractante est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Les fournitures, services ou travaux qui font l'objet des marchés doivent répondre exclusivement à ces besoins. »* ;

	<ul style="list-style-type: none">- Le CO.SE.C doit veiller rigoureusement à l'archivage des documents de la passation des marchés, notamment le Dossier d'Appel d'offres, les offres des soumissionnaires ainsi que les contrats des titulaires.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DAGR_H_009 du 10/07/2013 MARCHE N° S-0015/14 du 06 janvier 2014	
Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance de la flotte automobile)	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	
Date d'ouverture des offres	27 septembre 2013
Délai de préparation des offres	jours
Attributaire	NSIA, Adresse : 18-20 Avenue Léopold Sédar SENGHOR, NINEA : 2160472-2G3
Date de l'attribution provisoire	21 octobre 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	
Montant du marché	8 527 641 F CFA TTC
Date de souscription du marché	
Date d'approbation du marché	
Date d'enregistrement	
Date de notification du marché	
Délai d'exécution	Un (01) an
Date de publication de l'attribution définitive	
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
Il s'agit d'un marché de clientèle pour la couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C (Assurance flotte automobile).	
<p>AVENANT N°1 :</p> <p>Objet : Prolongation d'une année supplémentaire du marché n° S0015/14 14 (reconduction du marché)</p> <p>Durée : 1 an</p> <p>Date de signature : Non indiquée</p> <p>Date d'approbation : Non indiquée</p> <p>Date d'enregistrement : 19 décembre 2014</p> <p>Montant : 8 527 641 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - A part l'avenant n°1 de reconduction du marché, aucune autre pièce relative à la procédure de passation du marché n'est jointe au dossier, ce qui n'a pas permis à l'auditeur de faire une revue exhaustive de la passation du marché ; - Les dates de signature et d'approbation de l'avenant ne sont pas indiquées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le CO.SE.C. doit veiller à un bon archivage des dossiers de passation des marchés ; - Le CO.SE.C doit veiller à l'indication des dates de signature et d'approbation des contrats et avenants.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° S_DAGRH_009 du 10/07/2013 MARCHE N° S-0017/14 du 06 janvier 2014	
Couverture des risques liés à l'activité de CO.SE.C (Assurance globales dommages et assurance responsabilité civile)	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	
Date d'ouverture des offres	27 septembre 2013
Délai de préparation des offres	jours
Attributaire	ASKIA, Adresse :25, Boulevard de la République, NINEA : 2160472-2G3
Date de l'attribution provisoire	21 octobre 2013
Date de publication de l'attribution provisoire	
Montant du marché	3 985 769 F CFA TTC
Date de souscription du marché	
Date d'approbation du marché	
Date d'enregistrement	
Date de notification du marché	
Délai d'exécution	Un (01) an
Date de publication de l'attribution définitive	
Date de la réception provisoire	Sans objet
Date de la réception définitive	Sans objet
Il s'agit d'un marché de clientèle pour la couverture des risques liés à l'activité du CO.SE.C (Assurance flotte automobile).	
<p>AVENANT N°1 :</p> <p>Objet : Prolongation d'une année supplémentaire du marché n° S0017/14 (reconduction du marché)</p> <p>Durée : 1 an</p> <p>Date de signature : Non indiquée</p> <p>Date d'approbation : Non indiquée</p> <p>Date d'enregistrement : 05 janvier 2015</p> <p>Montant : 3 985 769 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - A part l'avenant n°1 de reconduction du marché, aucune autre pièce relative à la procédure de passation du marché n'est jointe au dossier, ce qui n'a pas permis à l'auditeur de faire une revue exhaustive de la passation du marché ; - Les dates de signature et d'approbation de l'avenant ne sont pas indiquées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le CO.SE.C. doit veiller à un bon archivage des dossiers de passation des marchés ; - Le CO.SE.C doit veiller à l'indication des dates de signature et d'approbation des contrats et avenants.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPELS D'OFFRES OUVERTS*(Passés sous l'empire du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014)*

APPEL D'OFFRES OUVERT N° F_DAGRH_039 des 10 et 11 décembre 2014	
Fourniture d'un véhicule 4 X 4 station wagon au CO.SE.C	
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » N° 13363 des 10 et 11 décembre 2014
Date d'ouverture des offres	09 janvier 2015
Délai de préparation des offres	30 jours
Attributaire	CFAO MOTORS SENEGAL NINEA : 00 15629 2 G 3 Adresse : km 2,5 Boulevard du Centenaire de la Commune de Dakar
Date de l'attribution provisoire	15 janvier 2015
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » N° 13413 du 10 février 2015
Montant du marché	50 632 000 F CFA TTC
Date de souscription	23 février 2015
Date d'approbation du marché	
Date de notification	
Date de publication de l'attribution définitive	
Délai d'exécution	30 jours
Date de la réception provisoire	
Date de la réception définitive	
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture d'un véhicule 4 X 4 Station wagon. Les entreprises ayant soumissionné sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - CFAO SENEGAL : 50 632 000 F CFA TTC - CCBM INDUSTRIE : 26 000 000 F CFA TTC. <p>La DCMP a donné son ANO sur le DAO par lettre n° 006672/MEFP/DCMP/67 du 09 décembre 2014 et son ANO sur le rapport d'analyse des offres et le procès-verbal d'attribution provisoire, par lettre n°000532/MEFP/DCMP/DCV/66 du 05 février 2015.</p> <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, Mme Banel SECK, M. Abdourahmane CILLA, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Abdourahmane CILLA, Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué au candidat CFAO MOTORS SENEGAL pour un montant de 50 632 000F CFA TTC.</p>	

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le délai de convocation des membres de la CM n'est pas respecté, (convocation en date du 07 octobre 2013 pour la réunion d'examen du rapport d'analyse des offres du 10 octobre 2013) en violation de l'article 39 du CMP ; - Les PV d'ouverture des plis ne pas sont transmis aux candidats en violation de l'article 67.4 du CMP ; - La publication de l'attribution définitive n'est pas jointe au dossier, en violation de l'article 85 du CMP ; - Les lettres d'information aux candidats ne sont pas jointes au dossier ; - Le contrat enregistré n'est pas joint au dossier - La garantie de bonne exécution n'est pas jointe au dossier ; - Le procès-verbal de réception n'est pas fourni dans le dossier ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des délais de cinq (05) jours francs pour la convocation des membres de la commission des marchés aux réunions de la commission des marchés en application des dispositions de l'article 39 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Veiller au respect des dispositions des articles 83.3 et 85 du CMP ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne exécution si elle est fournie par le titulaire ; - Le COSEC doit veiller à l'archivage des dossiers de la procédure de passation des marchés (contrat enregistré du titulaire, garantie de bonne exécution, justificatifs de paiement, procès-verbal de réception, etc.)
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES OUVERT N° T_DEAC_034			
Marchés n° T 0347/15, Marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015			
Construction de sièges des Chambres de Commerce et d'Agriculture et d'Industrie de Kédougou, Kaffrine et Sédhiou			
Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » du 26 novembre 2014		
Date d'ouverture des offres	26 décembre 2014		
Délai de préparation des offres	30 jours		
Date de l'attribution provisoire	02janvier 2015		
Attributaire	Lot 1	GTS, Ouest Foire, villa n° 05 Route de l'Aéroport	
	Lot 2	SEBATCO, Liberté 6 Extension n° 8759 bis	
	Lot 3	SEBATCO, Liberté 6 Extension n° 8759 bis	
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » du 27 janvier 2015		
Date de souscription du contrat			
Date d'approbation du marché			
Date d'enregistrement du marché			
Date de notification du marché			
Délai de validité des offres			
Montant du marché	Lot 1	129 799 895 F CFA TTC	
	Lot 2	118 204 265 F CFA TTC	
	Lot 3	133 089 328 F CFA TTC	
Date de publication de l'attribution définitive			
Délai d'exécution	Lot 3 : 08 mois		
Date de la réception provisoire	En cours d'exécution		
Date de la réception définitive	En cours d'exécution		
Il s'agit d'un marché pour les travaux de construction des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Kaffrine, Kédougou et Sédhiou. Les candidats ayant soumissionné sont les suivants :			
SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)		
	LOT 1	LOT 2	LOT 3
DRAME & FILS	–	–	115 930 840
ETB LAMINE CISSE	–	87 032 612	88 961 741
ECOTRA	96 446 375	90 274 832	96 449 375
BUILD Sarl	126 179 549	110 019 086	120 758 698
ETABLISSEMENT BABACAR NDIAYE	196 301 411	192 771 967	195 046 263
Entreprise DA-ROSA	146 900 528	173 268 608	174 570 606
UDE (Urbaine d'Entreprise)	173 268 608	173 268 608	173 268 608
ERTHEG	174 570 606	166 307 212	174 570 606

DUCHKA PRES-SERVICES	109 355 766	106 484 826	108 883 766
THIAROYE CONSTRUCTION	93 737 413	93 737 413	93 737 413
DIATAR EDIFICE	119 993 874	116 485 061	122 028 192
SAR SARA CONSTRUCTION	67 586 024	67 586 024	67 586 024
GTS	129 404 480	–	–
SEBATCO	139 002 999	120 667 051	134 781 037

La DCMP a donné son avis de non objection sur le dossier d'appel d'offres par lettre n°006375/MEFP/DCMP/70 du 25 novembre 2014.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Ibrahima CAMARA, Mme Fatou SECK CABRAL, Mme Naïssé DJIGO, M. Doudou NDIAYE, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, M. Abdourahmane CILLA, Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Recours gracieux de DUCHKA PRES SERVICES relatif à l'attribution provisoire du marché. L'entreprise a demandé à l'autorité contractante de reconsidérer l'attribution provisoire publiée dans le journal « Le Soleil » n°13401 du mardi 27 janvier 2015.

La DCMP a donné son avis de non objection sur le rapport d'évaluation des offres et le procès-verbal d'attribution provisoire par lettre n°000318/MEFP/DCMP/70 du 23 janvier 2015.

L'entreprise SEBATCO a transmis à la date du 13 avril 2015, une caution d'avance de démarrage et de bonne exécution pour les marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 relatifs aux lots 2 et 3.

- Caution d'avance de démarrage ECOBANK n° 090/2014 du 1er avril 2015 : 22 162 320 F CFA,
- Caution d'avance de démarrage ECOBANK n° 088/2014 du 1er avril 2015 : 24 948 158 F CFA,
- Caution de bonne exécution ECOBANK n° 091/2014 du 8 avril 2015 : 5 540 580 F CFA,
- Caution de bonne exécution ECOBANK n° 089/2014 du 8 avril 2015 : 6 237 040 F CFA.

Les paiements effectués :

- Facture n°1 du 02/04/2015, marché n° T 0347/15 du 19/03/2015 (Lot 1 : GTS), avance de démarrage d'un montant de 25 574 135 F CFA H TVA, soit 21 672 996 F CFA TTC, payée par chèque ORABANK n° 0194277 du 16/04/2015,

<ul style="list-style-type: none"> - Factures d'avance de démarrage n°10045/2015 et n°10046/2015 du 1^{er} avril 2015, marchés n° T 0348/15 et T 0349/15 du 19/03/2015 (Lots 2 et 3 : SEBATCO), d'un montant total de 47 110 478 F CFA TTC, soit 39 924 134 F CFA H TVA, payée par chèque ORABANK n° 1262750 du 23/04/2015. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le Dossier d'appel d'offres n'est pas fourni à l'auditeur ; - les convocations à la commission d'attribution ne sont pas jointes au dossier, en violation de l'article 39 du CMP ; - les preuves de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires ne sont pas fournies en violation de l'article 67.4 du CMP ; - à l'ouverture des plis, il est fait mention sur le procès-verbal de pièces administratives à compléter pour les soumissionnaires. Le rapport d'analyse des offres ne fait pas état du complément desdites pièces par les soumissionnaires en cause notamment ceux ayant été déclarés attributaires ; - les lettres d'information des candidats ayant participé à l'appel d'offres ne sont pas fournies ; - l'avis de publication de l'attribution définitive des marchés n'est pas fourni, en violation de l'article 85 du CMP ; - les marchés pour les lots 1 et 2 ne sont pas fournis dans le dossier remis à l'auditeur ; - les garanties d'avance de démarrage et de bonne exécution pour le lot 1 ne sont pas fournies dans le dossier remis à l'auditeur ; - les justificatifs de paiement ne sont pas fournis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions des articles 44, 70, 85 et 113 du CMP ; - Veiller à remettre systématiquement le PV d'OP aux candidats ayant participé à l'appel d'offres, en application de l'article 67.4 qui stipule que « <i>dès la fin des opérations d'ouverture des plis, ces informations sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres de la commission des marchés présents à tous les candidats</i> » ; - Pour des raisons de transparence dans les procédures de passation des marchés, veiller à informer systématiquement les candidats non retenus des motifs de non attribution ; - Veiller à mettre dans le dossier la garantie de bonne

	exécution si elle est fournie par le titulaire.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

APPEL D'OFFRES N° T_DEAC_033**Travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme Chaînes de froid de l'Etat du Sénégal**

Date de publication de l'Avis d'appel d'offres	« Le Soleil » N°13344 du 18 novembre 2014 et « Le Soleil » du 03 avril 2013	
Date d'ouverture des offres	18 décembre 2014	
Délai de préparation des offres	30 jours	
Attributaire	ERTHEG Adresse : SICAP Sacré-cœur 3 Pyrotechnie, Lot 110, 4 ^{ème} étage.	
Date de l'attribution provisoire	07 février 2015	
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » N° 13411 des samedi 7 et dimanche 8 février 2015	
Montant du marché	Lot 1	317 644 200 F CFA TTC
	Lot 2	262 620 800 F CFA TTC
Date de souscription		
Date d'approbation du marché		
Date de notification		
Délai d'exécution		
Date de publication de l'attribution définitive		
Date de la réception provisoire		
Date de la réception définitive		

Il s'agit d'un marché relatif aux travaux de raccordement aux réseaux SENELEC et SDE des complexes frigorifiques du Programme chaîne de froid de l'Etat du Sénégal. Les candidats ayant soumissionné sont :

SOUMISSIONNAIRES	MONTANT (F CFA TTC)	
	Lot 1	Lot 2
ERTHEG	317 644 200	262 620 800
INAF CONSTRUCTION Sarl	216 012 924	149 055 880
OVAM Sual	—	173 081 220

Lot 1 : Complexes frigorifiques de Yoff, Guinguineo, Diourbel, Linguère, Darou Mousty et Dagana ;

Lot 2 : Complexes frigorifiques de Koussanar, Tambacounda, Kédougou, Kidira et Kolda.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, Mme Banel SECK, Mme Naissé DJIGO, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Banel SECK, M. Abdourahmane CILLA, M.

Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le lot 1 a été attribué à INTERNATIONAL SUPER SOURCE TRADING COMPANY (5 S) pour un montant de 20 000 000F CFA TTC et le lot 2 à TRANS-FRET d'un montant de 10 000 000 F CFA TTC.

Non conformités	- Le dossier transmis à l'auditeur ne comporte que la convocation de la commission des marchés à la séance d'ouverture des plis et les procès-verbaux d'ouverture des plis et d'attribution provisoire des marchés. Il est ainsi noté un défaut notoire d'archivage des dossiers des procédures de passation des marchés.
Recommandations	- Le CO.SE.C doit se conformer aux recommandations du manuel d'archivage de l'ARMP.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DEMANDE DE PROPOSITIONS*(Passée sous l'empire du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011)*

AMPI n° C_DEAC_022	
Etude de faisabilité pour la mise en place d'une bourse de fret au Sénégal, au profit du Conseil sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C.)	
Date de lancement de la manifestation d'intérêt	« Le Soleil » N° 13291 des 13 et 14 septembre 2014
Date de réception et d'ouverture des MI	1 ^{er} octobre 2014 (07 novembre 2014)
Délai de préparation des MI	25 jours
Date d'examen du rapport d'évaluation de l'AMI	
Date des lettres d'invitation	25 novembre 2014
Date d'ouverture des offres techniques	24 décembre 2014
Délai de préparation des offres	
Date d'examen du rapport des propositions techniques	
Date d'ouverture des offres financières	
Date d'attribution provisoire	
Attributaire	NUMHERIT-MSA International Adresse : HLM Grand Yoff villa n°599
Date de publication de l'attribution provisoire	« Le Soleil » N° 13411 des samedi 7 et dimanche 8 février 2015
Date de souscription du marché	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date de notification de l'OS de démarrage	
Délai d'exécution	
Montant du marché	15 546 500 F CFA TTC
Date de publication de l'attribution définitive	
Les candidats suivants ont répondu à la manifestation d'intérêt lancée le 24 octobre 2015 : BUREAU D'ETUDES PRESTIGE S.A., GROUPEMENT ALLMER/CARGO WEB/GIE ALWAR ; GROUPEMENT NUMHERIT/MSA International	
A la suite de l'évaluation de la manifestation d'intérêt, la liste restreinte composée des trois cabinets suivants qui sont les seuls à déposer une candidature, a été retenue : <ul style="list-style-type: none"> • BUREAU D'ETUDES PRESTIGE S.A. : 85 points ; • GROUPEMENT HALLMER/CARGO WEB/GIE ALWAR: 83,16 points ; • GROUPEMENT NUMHERIT/MSA International : 82 points. 	
Seuls les cabinets ERNEST & YOUNG et KPMG ont déposé des offres. La commission d'ouverture des offres techniques était composée de M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, Mme Banel SECK, Mme Naïssé DJIGO, M. Abdourahmane CILLA, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : Luc SAGNA.	

. Les résultats de l'évaluation des offres techniques sont :

- BUREAU D'ETUDES PRESTIGE S.A. : 85 points ;
- GROUPEMENT HALLMER/CARGO WEB/GIE ALWAR: 83,16 points ;
- GROUPEMENT NUMHERIT/MSA International : 82 points.

La commission d'ouverture des offres financières était composée de M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Banel SECK, M. Abdourahmane CILLA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Rapporteur : Luc SAGNA.

Les résultats de l'ouverture des offres financières des candidats ayant obtenu la note technique minimale requise :

- BUREAU D'ETUDES PRESTIGE S.A. : 24 254 900 F CFA TTC ;
- GROUPEMENT HALLMER/CARGO WEB/GIE ALWAR : 56 718 411 F CFA TTC ;
- GROUPEMENT NUMHERIT/MSA International : 15 546 500 F CFA TTC.

La commission d'attribution était composée de M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Banel SECK, M. Abdourahmane CILLA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Rapporteur : Luc SAGNA.

Par lettre n° 000455/MEFP/DCMP/21 du 30 janvier 2015, la DCMP a donné son avis de non objection sur le rapport d'analyse et le procès-verbal d'attribution provisoire. Le marché a été attribué au GROUPEMENT NUMHERIT/MSA International pour un montant de 15 546 500 F CFA TTC.

Non conformités

- Dans le rapport d'évaluation des dossiers de manifestation d'intérêt (au point 3), il est mentionné que le comité technique d'évaluation s'est réuni le 27 novembre 2014, en vue d'évaluer les dossiers de manifestations d'intérêt alors que les lettres d'invitation aux candidats datent du 24 novembre 2014 ;
- Les lettres d'invitation n'incluent pas la liste des cabinets sélectionnés ;
- La demande de propositions n'est pas jointe au dossier ;
- Les convocations de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas produites en violation de l'article 39 du CMP ;
- Il n'y a aucune preuve de la transmission des procès-verbaux d'ouverture des offres techniques et financières aux candidats soumissionnaires en violation de l'article 67 alinéa 4 du décret n° 2007-545 du 25 avril 2007 portant Code des marchés publics ;
- Le procès-verbal d'ouverture des offres financières n'est pas joint au dossier ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Les notes attribuées aux différents candidats lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt et des offres techniques ne sont accompagnées d'aucun commentaire pouvant permettre à la commission des marchés de statuer de façon objective sur la liste restreinte arrêtée et sur les notes attribuées aux différents candidats ; - Les lettres d'information des résultats de la procédure de passation du marché ne sont pas jointes au dossier ; - L'avis d'attribution définitive n'est pas publié en violation des articles 85 du CMP, - Aucun marché n'est joint au dossier ; - Aucun rapport sur l'exécution des prestations n'est joint au dossier ; - Les justificatifs de paiement ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des renseignements à porter sur les avis d'appel public à candidature notamment la date de dépôt des dossiers de candidature ; - Veiller à l'application des articles 39, 44, 67.4 et 85 du CMP ; - Les candidats à la manifestation d'intérêt doivent être informés des résultats de la procédure ; - Les rapports d'évaluation des dossiers de candidature de la manifestation d'intérêt et des offres techniques doivent être bien détaillés afin de permettre à la commission des marchés d'apprécier de façon objective les notes attribuées à chaque candidat ; - Veiller au bon archivage des lettres d'information aux candidats sur l'attribution provisoire, du marché du titulaire, des rapports matérialisant l'exécution des prestations et des justificatifs de paiement.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX*(Passées sous l'empire du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011)*

DRP N° F_DAGRH_004	
CONTRAT N° 00938 du 18 octobre 2014: Fourniture de bureaux	
Date de lancement	26 août 2014
Date de dépôt des offres	7 septembre 2014
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	24 septembre 2014
Attributaire	MASTER OFFICE , 27, avenue Georges Pompidou-Ponty
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	7 453 933 F CFA TTC
Date du contrat	18 octobre 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	25 novembre 2014
Date du PV de réception provisoire	13 janvier 2015
Délai d'exécution	24 heures
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GLOBAL PRESTIGE, - BUROTIC DIFFUSION, - MASTER OFFICE, - PAPEX, - PAPETERIE OUEST AFRICAINE.
<p>Il s'agit d'un marché de fourniture de bureaux. Parmi les cinq (05) entreprises sélectionnés, seules quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • BUROTIC DIFFUSION : 7 811 000 F CFA TTC ; • PAPETERIE DE L'OUEST AFRICAINE : 7 621 030 F CFA TTC ; • PAPEX : 9 146 033 F CFA TTC ; • MASTER OFFICE : 7 453 933 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme FatouSeck CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Naïssé DJOGO, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Rapporteur : M. Cheikh WADJI.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Malang CISSE, Président, M. Doudou NDIAYE, M. Abdourahmane CILLA, M. Haby DIACK, M. Ibrahima CAMARA, Mme FatouSeck CABRAL, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 7 453 933 F CFA TTC.</p> <p>Deux contrats sont joints dans le dossier : Contrat n° 01068 du 30 décembre 2014 d'un montant de 7 378 640 F CFA TTC réparti comme suit : Lot n°1 mobiliers de bureau : 3 359 147 F CFA TTC,</p>	

<p>Lot n°2 : Splits : 4 019 493 F CFA TTC. Soumission du 24 décembre et attribution du 29 décembre 2014. Délai de livraison : 48 heures. P.V. de réception du 13/01/2015, facture n° FA009233 du 12/01/2015, BL n°0027320 du 08/01/2015, ordre de paiement n°0230/2015/MARS Montant de la facture : 3 359 147 F CFA, Net à payer : 3 131 409 F CFA après déduction de la TVA (512 412 F CFA) et des pénalités de retard (227 738 F CFA). Enregistré le 02 février 2015.</p> <p>Contrat n°00938 du 18 octobre 2014 Montant : 7 453 937 F CFA TTC. Délais de livraison : 24 heures. Les paiements effectués mis à la disposition de l'auditeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° FA010223 du 18/02/15 d'un montant de 129 130 F CFA TTC avec un règlement à hauteur de 130 421 F CFA après déduction de la TVA (23 243 F CFA) et des pénalités de retard (21 952 F CFA). 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier des charges ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives ; - La séance d'ouverture des plis prévue le 07 septembre 2014 a eu lieu le 09 septembre 2014 ; - La convocation à la séance d'attribution provisoire n'est pas jointe au dossier, en violation de l'article 39 du CMP ; - Il n'y a pas de preuve de transmission des lettres d'information aux soumissionnaires.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 et 83.3 du CMP ; - Le CO.SE.C doit veiller au respect des dates prévues pour l'ouverture des offres des candidats.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° T_DAGRH_027, Travaux d'aménagement du bureau B.S.C.

Date d'invitation	11 mars 2014
Date de dépôt des offres	26 mars 2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	
Attributaire	
Montant du marché en F CFA TTC	
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception définitive	
Délai d'exécution	
Prestataires consultés	<ul style="list-style-type: none"> - DA CONSTRUCTION, - GEAI, - GROUPE SIGMARCHITECTE, - CEI, - CQC Sarl, - CADIX ENTREPRISE.
<p>Il s'agit d'un marché de travaux d'aménagement du Bureau BSC. Sur les six (06) candidats sélectionnés, seuls deux (02) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GROUPE SIGMARCHITECTE : 13 482 984 F CFA TTC, • DA CONSTRUCTION : 9 417 792 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Ndèye Yacine GUEYE MAÏGA, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>La commission des marchés a considéré qu'aucun des soumissionnaires n'a rempli les conditions de capacité et expérience telles que stipulé dans les données particulières de la DRP et a déclaré la Demande de Renseignements et de Prix infructueuse.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - Des cabinets d'architecture et d'expertise immobilière sont invités pour des marchés de travaux ; - Il est inscrit dans le procès-verbal d'ouverture des plis que seuls deux soumissionnaires ont déposé une offre alors que quatre (04) offres sont archivées dans le dossier en l'occurrence les offres de CEI et de CADIX ENTREPRISE ; - La commission des marchés a déclaré la demande de

	renseignements et de prix infructueuse à la séance d'ouverture des plis.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 du CMP concernant l'exigence de la fourniture des pièces administratives par les candidats soumissionnaires ; - Le CO.SE.C doit veiller à consulter des candidats ayant les capacités techniques à exécuter les marchés conformément aux dispositions de l'article 44 qui stipule que : « <i>Sous réserve du respect de ses droits en matière de protection de la propriété intellectuelle ou industrielle et de la confidentialité des informations concernant ses activités, tout candidat à un marché public doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérés par le dossier d'appel à la concurrence...</i> » - Les informations contenues dans le procès-verbal d'ouverture des plis doivent être conformes à celles constatées à l'ouverture des plis ; - La commission des marchés à l'ouverture des plis doit se limiter seulement aux dispositions de l'article 67.4 du CMP concernant l'ouverture des plis, en ne donnant que les informations importantes contenues dans les offres des soumissionnaires. La déclaration d'une procédure infructueuse par la commission des marchés du fait qu'aucun des soumissionnaires n'a rempli les conditions de capacité et expérience telles que stipulé dans les données particulières de la DRP, doit être intervenue après évaluation des offres.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° T_DAGRH_027,

CONTRAT N° 00896 T_DAGRH_027 du 29/10/2014 : Travaux d'aménagement de bureaux et de réfection du portail principal du hangar du parking extérieur et de retouche de peinture de bureaux du CO.SE.C

Date d'invitation	05 juin 2014
Date de dépôt des offres	18 juin 2014
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	20 juin 2014
Attributaire	GENERAL DE TRAVAUX ET DE SERVICES (GTS) , NINEA : 004219467 C2C Adresse : Ouest Foire, villa n° 05 Coop Canada, Route de l'Aéroport
Montant du marché en F CFA TTC	Lot 1 : 9 627 773 F CFA TTC et Lot 2 : 5 785 540 F CFA TTC, soit 15 413 313 F CFA TTC
Date du contrat	29 octobre 2014
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Date de notification du marché	Non renseignée
Date d'enregistrement du marché	17 septembre 2014
Date du PV de réception définitive	30 décembre 2014
Délai d'exécution	Non prévu dans le contrat
Entreprises consultées	- MODERNE CONSTRUCTION SENEGAL, - GENERAL DE TRAVAUX ET DE SERVICES, - ENTREPRISES BTF, - GEDIPRES, - NAFA CONSTRUCTION.

Il s'agit d'un marché de travaux d'aménagement de bureaux. Sur les six (06) candidats sélectionnés, seuls deux (02) ont soumissionné :

- GENERALE DE TRAVAUX ET DE SERVICES :
Lot 1 : 8 159 130 F CFA H TVA,
Lot 2: 4 903 000 F CFA H TVA.
- NAFATOU CONSTRUCTION :
Lot 1 : 7 283 540 F CFA (régime fiscal non précisé),
Lot 2 : 4 478 852 F CFA (régime fiscal non précisé).

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Ibrahima CAMARA, Mme Fatou SECK CABRAL, Mme Naïssé DJIGO, M. Doudou NDIAYE, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution du marché était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Mme Naïssé DJIGO, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le marché est attribué à l'entreprise GENERALE DE Travaux et de Services pour un montant

de 15 413 313 F CFA TTC.

Paiement effectué : Ordre de paiement n° 1358/2014/DECEMBRE d'un montant de 13 062 130 F CFA TTC.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le dossier de la DRP n'est pas joint ; - Les convocations des membres de la commission des marchés aux séances d'ouverture des plis et d'attribution ne sont pas jointes en violation de l'article 39 du CMP ; - Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint ; - Le marché ne prévoit pas d'article sur les délais d'exécution des travaux.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Le CO.SE.C doit veiller à un archivage correct et rigoureux des dossiers de passation des marchés ; - Le CO.SE.C. doit se conformer aux dispositions de l'article 39 du CMP ; - Le CO.SE.C doit prévoir l'article sur les délais d'exécution du marché tel que prévu à l'article 13.6 de la Section 2 – Mentions obligatoires du CMP ;
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° 002-2014 C_CPM_017**CONTRAT N° 00449 du 15 mai 2014 : Mission d'assistance et d'accompagnement à la passation des marchés publics**

Date d'invitation	20 février 2014
Date de dépôt des offres	07 mars 2014
Délai de préparation des offres	15 jours
Date d'attribution	26 mars 2014
Attributaire	BEMF NINEA : 004362076 2V1 Adresse : Point E (rue de Thiès X Diourbel)
Montant du marché en F CFA TTC	11 044 000F CFA TTC
Date du contrat	15 mai 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception	Sans objet
Délai d'exécution	10 jours
Cabinets consultés	<ul style="list-style-type: none"> - FREE-BIZ, - FLOW CONSULTING, - CABINET B.E.M.F, - BUREAU D'ETUDES ET D'EXPERTISE IMMOBILIERE, - I.A.C.M.

Il s'agit d'un marché d'appui et d'accompagnement à la passation des marchés publics. Parmi les six (06) candidats invités, les trois (03) suivants ont soumissionné :

- FLOW CONSULTING ;
- B.E.M.F : Note technique 87,83/100, Montant: 23 600 000 F CFA TTC;
- FREE BIZ.

La commission des marchés à l'ouverture des plis : M. Malang CISSE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, M. Haby DIACK, M. Abdourahmane CILLA, membres), Rapporteur : M. Luc SAGNA.

La commission des marchés à l'attribution provisoire : M. Malang CISSE, Président, M. Abdourahmane CILLA, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, membres), Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le marché est attribué à B.E.M.F. pour un montant de 23 600 000F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n°11-06-014 du
- Facture n°22-04-014 du 20 mai 2014 d'un montant de 4 720 000 F CFA TTC.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le COSEC ne s'est pas conformée à la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 en ce qui concerne l'obligation d'inclure les candidats consultés dans la lettre de soumission ; - Il est noté l'absence de commentaire sur la note attribuée au candidat B.E.M.F. ; - La note consolidée du candidat B.E.M.F. n'est pas faite dans le rapport d'évaluation ; - Le membre de la commission des marchés M. Haby DIACK n'a pas signé le procès-verbal d'attribution provisoire ; - Dans le rapport d'évaluation, notamment au point 3, il est mentionné qu'une seule offre technique a été reçue, en l'occurrence l'offre de B.E.M.F. alors que deux autres offres sont reçues par la commission des marchés et archivées. Ces deux offres n'ont pas fait l'objet d'évaluation par le comité technique ; - Il est noté une incohérence entre la date de notification du marché (19 avril 2013) et la date d'enregistrement (18 avril 2013).
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de la circulaire N°0004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 du PM sur la mise en œuvre de la procédure des DRP ; - Les notes attribuées aux soumissionnaires doivent être bien commentées afin de permettre à la commission des marchés de faire une appréciation desdites notes ; - Le rapport d'évaluation des offres financières doit ressortir la note consolidée des candidats ; - Le CO.SEC doit veiller à la signature des procès-verbaux de la réunion de la commission des marchés par tous ses membres ; - La commission des marchés du CO.SEC doit porter la réalité de la procédure de consultation sur les procès-verbaux d'ouverture des plis ; - Veiller à bien archiver les dossiers de la procédure de passation des marchés ; - Le CO.SEC doit veiller à la cohérence des dates des étapes de la procédure de passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° C_CSC_008/2014

CONTRAT N° 00338 du 10/04/2014 : Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C)

Date d'invitation	11 février 2014
Date de dépôt des offres	24 février 2014
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	12 mars 2014
Attributaire	PROFIL , NINEA : 26526852T2, Adresse : Cité COMICO 3 VDN 11764
Montant du marché en F CFA TTC	9 440 000F CFA TTC
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	10 j + 15j + 5j
Consultants invités	<ul style="list-style-type: none"> - DRH CONSEILS, - MACO, - PROFIL, - GROUPE IADEP/CONCORDANCE/H-O, - ABX MEDIA, - CABINET RHSN.

Il s'agit d'un marché relatif à la Sélection d'un cabinet en gestion des ressources humaines pour la réalisation d'une mission d'audit organisationnel des ressources humaines du Conseil Sénégalais des Chargeurs (CO.SE.C). Trois candidats ont soumissionné :

- GROUPE IADEP/CONCORDANCE/H-O : 91,5 points
- ABX MEDIA : 69,25 points
- PROFIL : 88,5 points.

Les notes finales obtenues sont les suivantes

- GROUPE IADEP/CONCORDANCE/H-O : 81,3 points pour un montant de 14 301 600 F CFA TTC
- PROFIL : 93,1 pour un montant de 9 440 000 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Malang CISSE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Malang CISSE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Mme Banel SECK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le marché est attribué au cabinet PROFIL pour un montant de 9 440 000F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° 06/14 du 31/07/2014 d'un montant de 4 720 000 F CFA TTC payée par chèque n° 1220719 du 31 décembre 2014,
- Facture n° 14/14 du 24/12 /2014 d'un montant de 4 720 000 F CFA TTC payée par chèque n° 1339047 du 04 août 2015.

Non conformités

- Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives ;
- Les convocations pour l'attribution du marché ne sont pas jointes ;
- Le rapport d'évaluation ne fait pas la situation du complément des pièces administratives par les soumissionnaires ;
- Il est noté l'absence de séance d'ouverture des offres financières ;
- L'offre financière du cabinet n'ayant pas obtenu la note technique minimale n'est pas restituée,
- Le rapport d'évaluation des offres ne donne pas de justificatifs sur les notes attribuées aux différents soumissionnaires ;
- Le motif évoqué pour la non attribution du marché à ABX MEDIA n'est pas valable. Ce n'est pas parce qu'il n'est pas classée première mais plutôt parce qu'il n'a pas atteint la note technique minimale ;
- Les offres ne sont pas archivées,
- Les rapports de la mission ne sont pas mis à la dispositions de l'auditeur ;
- Le contrat du titulaire du marché n'est pas joint au dossier.

Recommandations

- Veiller au respect des dispositions des articles 39, 44 ;
- Le rapport d'évaluation des offres doit faire la situation du complément des pièces administratives par les soumissionnaires ;
- Les offres financières doivent faire l'objet d'ouverture par la commission des marchés pour les candidats ayant obtenu la note technique minimale. Pour les autres candidats, les offres financières doivent être restituées ;
- Le rapport d'évaluation doit donner les justificatifs des notes attribuées aux soumissionnaires ;
- Le CO.SE.C doit veiller à porter les bons motifs de rejet des

	offres sur les lettres d'information aux candidats ; - Le CO.SE.C doit archiver les documents de la procédure de passation des marchés (offres des soumissionnaires, marché du titulaire).
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N°C_DEAC_035 CONTRAT N° 09/2013/C Sélection de maître d'œuvre pour la construction de sièges de chambres de commerce de Kédougou, Sédhiou et Kaffrine	
Date d'invitation	18 août 2014
Date de dépôt des offres	29 août 2014
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'attribution	1 ^{er} septembre 2014
Attributaire	GEAI
Montant du marché en F CFA TTC	23 500 000F CFA TTC
Date du contrat	1 ^{er} juillet 2013
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	
Cabinets consultés	<ul style="list-style-type: none"> - GEAI, - OSCARE AFRIQUE, - SIGMA ARCHITECTE, - INTER ARCHITECTE, - CONCEPT 3D.
<p>Il s'agit d'un marché relatif à la sélection de maître d'œuvre pour la construction de sièges de chambres de commerce de Kédougou, Sédhiou et Kaffrine. Parmi les cinq (5) candidats invités, quatre ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • GEAI : 23 500 000 F CFA TTC, • CONCEPT 3D : 24 100 000 F CFA TTC, • OSCARE AFRIQUE : 23 900 000 F CFA TTC, • GROUPE SIGMA ARCHITECTE : 24 350 000 F CFA TTC. <p>Les offres financières ont été lues à l'ouverture des offres techniques des soumissionnaires.</p> <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Naïssé DJIGO, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Naïssé DJIGO, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué au soumissionnaire GEAI pour un montant de 23 500 000F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <p>Facture n° 01-11 du 25/11/2014 d'un montant de 9 957 627 F CFA H TVA, soit 11 750 000 F CFA TTC payé par chèque ORABANK n°1220676 du 23 décembre 2014.</p>	

Non conformités	- A l'exception des procès-verbaux d'ouverture des plis, d'attribution et des pièces justificatives des paiements, aucune autre pièce n'est jointe au dossier.
Recommandations	- Le CO.SE.C doit améliorer son système d'archivage et veiller à classer toutes les pièces de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° C_DEAC_023**CONTRAT N° 0713/COSEC du 29/08/2014 : Etudes de faisabilité relative à la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs**

Date des lettres d'invitation	28 mai 2014
Date de dépôt des offres	10 juin 2014
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	18 juin 2014
Attributaire	SED , Cité Mamelles CESPI – Urbanisme Immeuble n° 61, 2 ^{ème} étage
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	17 472 321 F CFA TTC
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire (Date de livraison des fournitures)	
Délai d'exécution	
Cabinets consultés	<ul style="list-style-type: none"> - ACI, - SED, - APAVE SAHEL, - PRESTIGE CONSEILS, - EMAP SARL, - SETIC AFRIQUE, - ICA.

Il s'agit d'un marché d'études de faisabilité pour la mise en place d'infrastructures d'appui aux chargeurs. Parmi les sept (07) sociétés consultées, trois (03) ont soumissionné :

- SED,
- PRESTIGES CONSEILS,
- EMAP SARL.

Les résultats de la consultation sont les suivants :

- SED (Note finale 92 points et proposition financière : 17 472 321 F CFA TTC),
- PRESTIGES CONSEILS (Note finale 51,6 points et proposition financière : 39 910 000 F CFA TTC),
- EMAP SARL (Note finale 81 points et proposition financière : 21 228 200 F CFA TTC).

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Naïssé DJIGO, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Naïssé DJIGO, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, membres, Rapporteur : M.

Luc SAGNA.

Le marché est attribué au soumissionnaire SED pour un montant de 17 472 321 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° 01 du 14/10/2014 d'avance de démarrage de 20% d'un montant de 2 961 410 F CFA TTC payée par chèque ORABANK n° 1155207 du 10 /11/2014.
- Facture n° 02 du 08/04/2015 (50%) d'un montant de 7 403 526 F CFA H TVA, soit 8 736 161 F CFA TTC payée par chèque ORABANK n° 1262796 du 02 /06/2015.
- Facture n° 03 du 08/07/2015 d'un montant de 4 442 116 F CFA H TVA, soit 5 241 696 F CFA TTC payée par chèque ORABANK n° 1339039 du 03/08/2015.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - Le cahier de charges ne précise pas les délais d'exécution du marché ; - Le rapport d'évaluation des offres ne fait pas la situation du complément des pièces administratives par les soumissionnaires, - Le rapport d'évaluation des offres ne donne pas les détails justificatifs des notes attribuées aux différents candidats ; - Le contrat du titulaire n'est pas joint au dossier remis à l'auditeur.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions de l'article 44 ; - Le dossier de DRP doit prévoir un article sur les délais d'exécution des marchés ; - Le rapport d'évaluation des offres doit faire la situation du complément des pièces administratives par les soumissionnaires ; - Le rapport d'évaluation doit donner les justificatifs des notes attribuées aux soumissionnaires ; - Le CO.SE.C doit améliorer son système d'archivage et veiller à classer toutes les pièces de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° C_DEAC_026

CONTRAT N° 00606 du 22/07/2014: Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE

Date d'invitation	14 mai 2014
Date de dépôt des offres	22 mai 2014
Délai de préparation des offres	jours
Date d'attribution	03 juin 2014
Attributaire	SUD SERVICES CONSULTING
Montant du marché en F CFA	12 500 000 F CFA HT/HD
Date du contrat	
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	
Consultants invités	<ul style="list-style-type: none"> - SUD SERVICES CONSULTING, - SGE-EQUIP, - CASSIS FROID, - JOKE COOL, - EQUIP PLUS, - SEEE, - ENTREPRISE LE FROID.

Il s'agit d'un marché pour le Choix d'un consultant pour le diagnostic des chambres équipements frigorifiques et suivi des travaux de connexion des complexes frigorifiques aux réseaux SENELEC et SDE. Sur les sept (07) candidats invités, un seul a soumissionné :

- SUD SERVICES CONSULTING : 95,8/100 pour un montant de 12 500 000 F CFA HT/HD.

Le marché est attribué à SUD SERVICES CONSULTING pour un montant de 12 500 000 F HT/HD.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Niassé DJIGO, M. Haby DIACK, M. Ibrahima CAMARA, M. Malang CISSE, M. Doudou NDIAYE, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Malang CISSE, M. Ibrahima CAMARA, M. Doudou NDIAYE, Mme Niassé DJIGO, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Les paiements effectués :

- Facture n°10052 du 25/07/2014 d'un montant de 6 250 000 F CFA H TVA, soit 7 375 000 F CFA TTC payée par chèque ORABANK n° 1101998 du 11/08/2014.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats ; - L'ouverture des plis prévus le 22 mai 2014 s'est déroulée le 26 mai 2014 ; - EQUIP PLUS bien que figurant sur la short-list n'est pas consultée pour la DRP ; - Le rapport d'évaluation est sommaire ; - Le marché du titulaire n'est pas joint au dossier remis à l'auditeur.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à respecter les dispositions de l'article 44 du CMP ; - Le CO.S.E.C doit veiller à procéder à l'ouverture des offres aux dates indiquées dans les lettres d'invitation ; - Le CO.S.E.C doit remettre systématiquement le cahier des charges à tous les candidats inscrits sur la liste restreinte ; - Le rapport d'évaluation des offres doivent être suffisamment détaillé pour permettre aux membres de la commission des marchés d'apporter des appréciations objectives sur les notes données aux candidats ; - Le CO.S.E.C doit améliorer son système d'archivage et veiller à classer toutes les pièces de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N° S_DAGRH_14_108**CONTRAT N° 00719 du 02 juillet 2014 : Entretien et nettoyage du CO.SE.C**

Date d'invitation	27 mai 2014
Date de dépôt des offres	05 juin 2014
Délai de préparation des offres	9 jours
Date d'attribution	05 juin 2014
Attributaire	NICKEL , Sacré- cœur 3 VDN villa n°19228, NINEA : 02713882B2
Montant du marché en F CFA TTC	9 912 000 F CFA TTC, soit 826 000 F CFA/mois
Date du contrat	02 juillet 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	1 ^{er} octobre 2014
Date du PV de réception provisoire	SANS OBJET
Délai d'exécution	1 an
Prestataires consultés	NICKEL E.P.S.O. MULTISERVICES BOURY MULTISERVICES BICHRI MULTISERVICES IFF SARL ATTC NA SETT ENTREPRISE MARIFATOU NETOGEN SARL
<p>Il s'agit d'un marché d'entretien et de nettoyage du siège du CO.SE.C. Huit (08) candidats ont été consultés et un seul a soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • NICKEL : 9 912 000 F CFA TTC <p>Le candidat BICHRI MULTISERVICES n'a pas accusé réception de sa lettre d'invitation.</p> <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Haby DIACK, M. Fatou SECK CABRAL, M. Doudou NDIAYE, Mme Banel SECK, M. Ibrahima CAMARA, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, Mme Banel SECK, M. Ibrahima CAMARA, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué à NICKEL pour un montant de 9 912 000 F CFA TTC.</p> <p>Les paiements effectués et mis à la disposition de l'auditeur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° FV1400830 du 16/05/2014 : 833 000 F CFA H TVA, soit 982 940 F CFA TTC, - Facture n° FV1400992 du 16/06/2014 : 833 000 F CFA H TVA, soit 982 940 F CFA 	

	<p>TTC,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ordre de paiement n° 1269/2014/Décembre : 700 000 F CFA H TVA, soit 826 000 F CFA TTC. - Ordre de paiement n° 1188/2014/Décembre : 700 000 F CFA H TVA, soit 826 000 F CFA TTC, Facture n° 1401815 du 17/10/2014, - Facture n° 1401782 du 15/10/2014 : 700 000 F CFA H TVA, soit 826 000 F CFA TTC. - Ordre de paiement n° 1200/2014/Décembre : 700 000 F CFA H TVA, soit 826 000F CFA TTC. - Ordre de paiement n° 01079/2014/Octobre : 2 100 000 F CFA H TVA, soit 2 478 000 F CFA TTC. - Ordre de paiement n° 01079/2014/Décembre : 2 100 000 F CFA H TVA, soit 2 478 000F CFA TTC. - .
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives ; - La date de remise des offres dans les Données particulières est le 04 juin 2014 alors qu'elle est prévue le 05 juin 2014 dans les lettres d'invitation ; - Le P.V. d'ouverture des plis ne donne pas la situation de la vérification des pièces administratives ; - Le projet de marché ne prévoit pas un article sur les délais d'exécution du marché ; - Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur la fourniture des pièces administratives ; - Veiller à la cohérence des informations dans les dossiers de consultations concernant les dates prévues pour la remise des offres ; - Les projets de marché doivent prévoir un article sur les délais d'exécution conformément aux dispositions de l'article 13.6 du CMP ; - Veiller à l'archivage documents de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX*(Passées sous l'empire du décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014)***DRP N° F_CSC_040****CONTRAT N°1071 du 31/12/2014 : Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an**

Date d'invitation	08 décembre 2014
Date de dépôt des offres	24 décembre 2014
Délai de préparation des offres	16 jours
Date d'attribution	26 décembre 2014
Attributaire	DABAAX COUTURE NINEA : 004689503 2A2, Adresse : 50, Cité Assemblée nationale OUAKAM.
Montant du marché en F CFA TTC	10 195 200 F CFA TTC
Date du contrat	31 décembre 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	
Date du PV de réception provisoire	
Délai d'exécution	
Fournisseurs consultés	- DABAAX COUTURE, - MAMAY COUTURE, - LAMPE FALL COUTURE, - DARADJI COUTURE, - MABEYE COUTURE.

Il s'agit d'un marché relatif à la Confection de boubous pour les cadeaux de nouvel an. Sur les cinq (05) candidats sélectionnés, seuls quatre (04) ont soumissionné :

- DARADJI COUTURE : 10 785 200 F CFA TTC,
- MAMAY COUTURE : 11 080 200 F CFA TTC,
- LAMPE FALL COUTURE : 10 667 200 F CFA TTC,
- DABAAX COUTURE : 10 195 200 F CFA TTC.

La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Abdourahmane CILLA, Mme Banel SECK, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, M. Doudou NDIAYE, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Banel SECK, M. Abdourahmane CILLA, M. Doudou NDIAYE, Mme Fatou SECK CABRAL, M. Haby DIACK, membres, Rapporteur : M. Luc SAGNA.

Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 10 195 200 F CFA TTC.

Les paiements effectués :

- Facture n° 2701/2015 d'un montant de 8 640 000 F CFA H TVA, soit 10 195 200 F

CFA TTC, réglée par chèque ORABANK n° 01220842 du 12/02/2015.

Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier de charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives par les candidats en violation de l'article 44 du CMP; - L'ouverture des plis prévue le 18 décembre 2014 s'est déroulée le 24 décembre 2014 ; - Le rapport d'évaluation des offres n'est pas joint au dossier ; - Le contrat n'est pas joint au dossier ; - Les justificatifs de la réception des fournitures ne sont pas joints au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à respecter les dispositions des articles 44 et 67.4 du CMP ; - Le CO.SE.C doit veiller à l'ouverture des offres aux dates prévues dans les dossiers de consultation ; - Le CO.SE.C doit améliorer son système d'archivage et veiller à classer toutes les pièces de la passation des marchés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N°F_CC_029 Achat de livres pour la bibliothèque	
Date d'invitation	08 octobre 2014
Date de dépôt des offres	22 octobre 2014
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'attribution	17 novembre 2014
Attributaire	LIBRAIRIE HARMATTAN , Adresse : 10 VDN, en face Mermoz, après le Pont de Fann
Date du bon de commande	N° 000558
Montant du marché en F CFA TTC	8 169 100 F CFA HT
Date du contrat	23 décembre 2014
Date d'approbation du marché	
Date de notification du marché	
Date d'enregistrement du marché	02 janvier 2015
Date du PV de réception provisoire (B.L.)	14 mars 2015
Délai d'exécution	01 mois minimum et 02 mois maximum
Fournisseurs consultés	<ul style="list-style-type: none"> - LIBRAIRIE DIDACTIKA, - LIBRAIRIE ATHENA, - LIBRAIRIE 4 VENTS, - LIBRAIRIE CLARAFRIQUE, - LIBRAIRIE HARMATTAN.
<p>Il s'agit d'un marché d'achat de livres pour la bibliothèque du CO.SE.C. Parmi les cinq (05) prestataires consultés, un seul a soumissionné. Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • LIBRAIRIE HARMATTAN : 8 169 100 F CFA HT (les livres sont exonérés de taxes). <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE Président, M. Malang CISSE, M. Haby DIACK, M. Abdourahmane CILLA, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, M. Malang CISSE, M. Abdourahmane CILLA, M. Doudou NDIAYE, M. Haby DIACK, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué à la librairie HARMATTAN pour un montant de 8169 100 F CFA HT.</p> <p>Les paiements effectués :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Facture n° 012/15 du 15/04/2015 d'un montant de 8169 100 F CFA, réglée par chèque bancaire ORABANK n° 1339040 du 03/08/2015. 	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Le cahier des charges ne prévoient pas la fourniture des pièces administratives ; - Il n'existe pas de preuves de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation

	<p>de l'article 67.4 du CMP ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au point D des Données particulières, il est indiqué que « les enveloppes devront comporter les autres identifications suivantes : demande de renseignements et de prix pour la fourniture de consommables et l'entretien du parc informatique du Conseil Sénégalais des Chargeurs ». En outre, il est visé des consommables dans les spécifications techniques ; - L'offre du soumissionnaire n'a pas fait l'objet de correction par le comité technique d'évaluation ; - Le marché du titulaire n'est pas joint au dossier.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller au respect des dispositions des articles 44 et 67.4 du CMP ; - Le CO.SE.C doit veiller à la conformité des renseignements fournis dans les dossiers de consultation avec l'objet desdits dossiers ; - Le comité technique d'évaluation doit procéder à la correction des offres financières des soumissionnaires pour en déceler les erreurs éventuelles ; - Les dossiers de la passation des marchés doivent être bien archivés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

DRP N°S_DAGRH_006/2014 CONTRAT N°01070 du 30 décembre 2014: Gardiennage et surveillance du CO.SE.C	
Date de lancement	26 novembre 2014
Date de dépôt des offres	8 décembre 2014
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	10 décembre 2014
Attributaire	SCORPION , Sacré cœur III VDN, villa n° 10503
Date du bon de commande	Néant
Montant du marché en F CFA TTC	14 160 000 F CFA TTC, soit 1 180 000 F CFA TTC/mois
Date du contrat	18 octobre 2014
Date d'approbation du marché	Non renseignée
Date de notification du marché	Non renseignée
Date d'enregistrement du marché	09 janvier 2015
Date du PV de réception provisoire	Sans objet
Délai d'exécution	Un (01) an
Prestataires consultés	<ul style="list-style-type: none"> - VIGA ASSISTANCE, - SCORPION, - D.I.S., - SAGAM, - FAMBENE SECURITE, - PHOENIX, - ULTIM SECURITE.
<p>Il s'agit d'un marché pour le gardiennage et la surveillance du CO.SE.C. Parmi les sept (07) sociétés sélectionnées, seules quatre (04) ont soumissionné :</p> <ul style="list-style-type: none"> • PHOENIX : 2 057 448 F CFA TTC/mois, soit 24 689 896 F CFA TTC/an ; • FAMBENE SECURITE : 1 620 000 F CFA TTC/mois, soit 19 440 000 F CFA TTC ; • SCORPION : 1 180 000 F CFA TTC/mois, soit 14 160 000 F CFA TTC ; • VIGA ASSISTANCE : 2 083 880 F CFA TTC/mois, soit 25 006 560 F CFA TTC. <p>La commission des marchés à l'ouverture des plis était composée de : M. Papa Anthioumane DIAGNE, Président, Mme Fatou Seck CABRAL, M. Haby DIACK, Mme Naïssé DJOGO, M. Doudou NDIAYE, M. Ibrahima CAMARA, Rapporteur : M. Cheikh WADJI.</p> <p>A l'attribution provisoire du marché, la commission était composée de : M. Malang CISSE, Président, M. Haby DIACK, Mme Banel SECK, Mme FatouSeck CABRAL, M. Doudou NDIAYE, Rapporteur : M. Luc SAGNA.</p> <p>Le marché est attribué au moins disant pour un montant de 14 160 000 F CFA TTC.</p>	
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - En dehors du quitus fiscal, le cahier des charges ne prévoit pas la fourniture des pièces administratives ; - Le rapport d'évaluation n'est pas joint au dossier ;

	<ul style="list-style-type: none">- Il n'existe pas de preuves de la transmission du P.V. d'ouverture des plis aux candidats ayant participé à la consultation en violation de l'article 67.4 du CMP ;- L'attribution est faite le 10 décembre 2014 alors que les lettres d'information aux candidats sont établies le 30 décembre 2014 ;- Les dates de souscription, d'approbation et de notification du contrat ne sont pas précisées.
Recommandations	<ul style="list-style-type: none">- Veiller au respect des dispositions des articles 44, 67.4, 84.3 du CMP ;- Les marchés doivent être bien renseignés notamment en ce qui concerne les dates d'approbation et de notification ;- Les dossiers de la passation des marchés doivent être bien archivés.
Commentaires de l'AC	Voir tableau n°1
Appréciation du Cabinet	Voir tableau n°1

7.2. Réponses de l'Autorité Contractante

REPUBLIQUE DU SENEGAL

CONSEIL SENEGALAIS
DES CHARGEURS

N° 00539 /COSEC

Dakar, le 08 SEPT 2015

Le Directeur Général

A

Monsieur le Directeur général
du Groupe Management Service
(GMS)Liberté 6 Extension En face camp Leclerc
Imm Moustapha N° 207, 2^e étage à gauche
BP 9048 Dakar Tél. : 33 867 68 00 / 33 867 68 02
Fax. : 33867 68 01

DAKAR



N/Réf : cw/CPM/COSEC

V/Réf. : MTM/COSEC-02_15/MDT

Objet : Revue à posteriori des marchés publics pour l'exercice budgétaire 2014.

Monsieur le Directeur,

Je vous transmets ci joints la réponse aux constats et recommandations sur la revue à posteriori des marchés publics de l'exercice budgétaire 2014 du Conseil sénégalais des Chargeurs (COSEC).

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur général
et par Intérim,
le Directeur des Etudes
et de l'Assistance aux Chargeurs

Demba FAYE

Tél. 33 849 07 07 - Site : www.cosec.sn - Email : cosec@cosec.sn - Téléfax : 33 823 11 44 - BP. 1423 DAKAR
Etablissement public à caractère professionnel - Avenue Malick Sy x Autoroute en face Colis Postaux